



COMMISSION CANADIENNE POUR L'UNESCO
CANADIAN COMMISSION FOR UNESCO

www.unesco.ca

RAPPORT ANNUEL *du* SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

2008-2009



RAPPORT ANNUEL *du* SECRÉTAIRE GÉNÉRAL 2008-2009

Conception graphique

Eliane Daoud
Hélène Pollex
Alysouk Lynhiavu

Impression

ELM Printing

La Commission canadienne pour l'UNESCO
mène ses activités sous l'égide du Conseil des
Arts du Canada.

ISBN 978-0-9812046-0-4



COMMISSION CANADIENNE POUR L'UNESCO
CANADIAN COMMISSION FOR UNESCO

www.unesco.ca

TABLE DES MATIÈRES

MESSAGE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL	5
INTRODUCTION	6
ACTIVITÉS CONSULTATIVES - SOUTIEN À LA CONTRIBUTION DU CANADA À L'UNESCO	7
I. LA GOUVERNANCE	7
II. LES COMITÉS INTERGOUVERNEMENTAUX	8
III. LA PARTICIPATION CANADIENNE AUX RENCONTRES INTERNATIONALES	9
IV. LES RENCONTRES INTERNATIONALES AU CANADA	15
V. LES CONSULTATIONS MENÉES AUPRÈS DES CANADIENS	17
PROMOTION DES OBJECTIFS ET IDÉAUX DE L'UNESCO AU CANADA : LES CONFÉRENCES, LES ACTIVITÉS ET LES PARTENARIATS	20
RÉSEAUX ET PROGRAMMES DE L'UNESCO AU CANADA	30
I. LE PROGRAMME CHAIRES UNESCO / UNITWIN	30
II. LA COALITION DES MUNICIPALITÉS CONTRE LE RACISME ET LA DISCRIMINATION	30
III. LES JOURNÉES, LES SEMAINES, ET LES ANNÉES MONDIALES / INTERNATIONALES	31
IV. LES PRIX ET RÉCOMPENSES	33
V. LE PROGRAMME DE L'UNESCO SUR L'HOMME ET LA BIOSPHÈRE (MAB)	34
VI. LE PATRIMOINE MONDIAL	35
VII. LE RÉSEAU NATIONAL DES ÉCOLES ASSOCIÉES DE L'UNESCO	35
DEMAIN	37
ANNEXE I. LE COMITÉ EXÉCUTIF	38
ANNEXE II. LE SECRÉTARIAT	40
ANNEXE III. LES MEMBRES HONORAIRES	41
ANNEXE IV. LES CHAIRES UNESCO AU CANADA	42
ANNEXE V. LES RÉSERVES MONDIALES DE LA BIOSPHÈRE AU CANADA	43
ANNEXE VI. LES SITES DU PATRIMOINE MONDIAL AU CANADA	44

MESSAGE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Le rôle des commissions nationales pour l'UNESCO est d'engager les autorités gouvernementales, les institutions, les organisations et les individus qui oeuvrent à l'avancement de l'éducation, de la science, de la culture, de la communication et de l'information. Pour ce faire, les commissions nationales peuvent participer à la planification et à l'exécution d'activités confiées à l'UNESCO ou d'entreprendre de leur propre initiative d'autres activités liées aux objectifs généraux de l'UNESCO (Article premier de la Charte des commissions nationales pour l'UNESCO, 1978).

Le Rapport annuel couvre la période allant du 1^{er} avril 2008 au 31 mars 2009. Il s'inscrit donc dans le contexte de sérieux enjeux économiques auxquels est confronté le monde d'aujourd'hui. L'UNESCO, et le Système des Nations Unies dans son ensemble, continue de faire face à des défis comparables aux crises alimentaire, pétrolière et financière, qui exercent sur elle des pressions croissantes pour maintenir et soutenir le niveau de ses activités. Malgré ces temps difficiles, l'UNESCO, pour conserver son élan, s'appuie de plus en plus sur l'un de ses meilleurs atouts, sans équivalent dans le Système des Nations Unies : le réseau des commissions nationales.

Chargées de s'acquitter des tâches et des responsabilités qui leur sont confiées par leur gouvernement, les commissions nationales, un creuset de la créativité et des échanges intellectuels, constituent une force collective et un lien vital entre l'UNESCO et la société civile. Leur profil interdisciplinaire, qui se nourrit de la somme de nos diversités et de la multiplicité de nos connaissances, leur offre une position privilégiée de traduire dans les faits, par des gestes concrets, les objectifs de l'Organisation.

La Commission exprime sa reconnaissance à tous ses membres et à ses partenaires des divers paliers gouvernementaux, des associations professionnelles, des établissements d'enseignement et de la société civile. Elle est particulièrement fière du soutien inconditionnel que lui accorde son organisme hôte, le Conseil des Arts du Canada.

Comme l'illustre ce Rapport, la Commission canadienne pour l'UNESCO demeure active et déterminée à promouvoir l'avancement du travail mené par l'UNESCO dans les domaines de l'éducation, des sciences, de la culture et de la communication au Canada et dans le monde. Nous continuons à consolider nos réseaux existants et à en développer d'autres, en collaborant avec de nouveaux partenaires et en faisant preuve d'innovation avec toujours à l'esprit la réalisation des idéaux de l'UNESCO.

Le secrétaire général

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'David A. Walden', written over a large, stylized circular flourish.

David A. Walden

INTRODUCTION

L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), l'une des 19 agences spécialisées du Système des Nations Unies, a été créée à Londres, en Grande Bretagne, le 16 novembre 1945. Le Canada était l'un de ses 26 membres fondateurs.

L'UNESCO a son siège à Paris, en France. L'organisation comprend 193 États membres et dispose de bureaux régionaux dans de nombreux pays. Le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international y représente le Canada par l'entremise de sa Délégation permanente dirigée par l'ambassadeur Gilbert Laurin.

La Conférence générale, l'organe suprême de l'UNESCO, est composée de représentants de tous les États membres. Elle se réunit tous les deux ans pour élaborer les politiques de l'Organisation et adopter son Programme et Budget. Entre les sessions de la Conférence générale, l'UNESCO est administrée par le Conseil exécutif composé de 58 États membres élus.

La poursuite des idéaux et des objectifs de l'UNESCO exige la plus grande coopération possible des États membres, aussi ont-ils été invités à établir des Commissions nationales par la disposition de l'Acte constitutif suivante (Article VII) : « Chaque État membre prendra les dispositions appropriées à sa situation particulière pour associer aux travaux de l'Organisation les principaux groupes nationaux qui s'intéressent aux problèmes d'éducation, de recherche scientifique et de culture, de préférence en constituant une Commission nationale où seront représentés le gouvernement et ces différents groupes. »

Les Commissions nationales sont la création des États membres et leur statut est défini au moyen d'un instrument législatif ou par une décision émanant du pouvoir exécutif. La Commission canadienne pour l'UNESCO a été créée par un décret du Conseil privé (1957-831) le 14 juin 1957, en conformité avec l'Acte constitutif de l'UNESCO et aux termes de la loi du Conseil des Arts du Canada, adoptée le 28 mars 1957. Le paragraphe (2) de l'Article 8 de cette loi stipule que : « Le gouverneur en conseil peut assigner au Conseil les fonctions et les attributions qu'il estime opportunes en ce qui concerne l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. » Un Décret en Conseil (Conseil privé 2006-0601) adopté le 23 juin 2006 a approuvé le mandat de la Commission et amendé la composition de son Comité exécutif.

La Commission canadienne pour l'UNESCO a été instituée sous l'autorité juridique du Conseil des Arts du Canada lequel lui fournit son Secrétariat.

ACTIVITÉS CONSULTATIVES : SOUTIEN À LA CONTRIBUTION DU CANADA À L'UNESCO

I- LA GOUVERNANCE

Comité exécutif

Le Comité exécutif de la Commission est composé de 17 membres dont le mandat est d'agir au nom de l'ensemble des membres, d'établir et d'approuver l'orientation générale des politiques de la Commission.

Le Comité exécutif s'est réuni à trois reprises cette année, deux fois à l'occasion de l'Assemblée générale en mai et une autre fois en novembre. En mai, l'exécutif a accueilli Gilbert Laurin, ambassadeur du Canada auprès de l'UNESCO, ainsi que Michel Audet, représentant du gouvernement du Québec au sein de la Délégation permanente du Canada. Le Comité des adhésions a eu l'occasion de présenter un rapport sur ses activités et le conseil d'administration du Conseil des Arts du Canada a confirmé que le mandat de la présidente et de la vice-présidente était reconduit. Le Comité exécutif s'est également penché sur la question des chaires UNESCO au Canada. Compte tenu de l'intérêt croissant pour ces chaires, le Comité a décidé que les lignes directrices de l'UNESCO devraient être révisées et que des politiques et processus spécifiques à l'établissement de chaires au Canada soient développées.

La réunion de novembre a permis d'examiner les premières ébauches de lignes directrices préparées par le Secrétariat et des suggestions ont été faites pour les enrichir. Paul F. Black a fait une présentation sur les Falaises fossilifères de Joggins, le tout dernier site canadien inscrit à la Liste du Patrimoine mondial. Lors de cette réunion, de nouveaux membres ont été nommés aux Commissions sectorielles, Sciences naturelles, sciences sociales et humaines, et Culture, Communication et information. La réunion a permis également de discuter de la manière d'engager activement les membres de la Commission dans les consultations portant sur le Projet de Programme et budget pour 2010-2011 de l'UNESCO (35 C/5).

Conseil exécutif de l'UNESCO

Le Conseil exécutif de l'UNESCO est composé de 58 États membres élus par la Conférence générale. Il est responsable de la mise en œuvre du programme adopté par la Conférence générale. Le Conseil exécutif s'est réuni à deux reprises, en avril et en octobre 2008.

La 179^e Session qui s'est tenue en avril est la première rencontre du Conseil exécutif dans le biennium en cours. Il a donc été question des décisions prises par la Conférence générale à propos notamment des plateformes intersectorielles, du transfert du Bureau de la prospective du Secteur des Sciences humaines au Bureau de la planification stratégique, du rayonnement de l'UNESCO, du Plan d'action global en faveur de l'Éducation pour tous, des activités menées dans le cadre des célébrations entoutant le 60^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme et de la proposition de désigner 2011 Année internationale de la chimie. Une décision a été prise d'inviter le Secrétariat à entamer un travail sur le développement d'une stratégie sur l'enseignement technique et professionnel, une première à l'UNESCO.

La 180^e Session du Conseil exécutif a été dominée par deux questions :

- 1) le débat portant sur le Projet de Programme et budget pour 2010-2011 (35 C/5) qui sera adopté par la 35^e Session de la Conférence générale (du 3 au 23 octobre 2009) ; et
- 2) le processus de sélection du prochain Directeur général.

La Session s'est également déroulée alors que la crise financière mondiale s'intensifiait et on n'a pas manqué de faire des liens entre la crise économique, la crise alimentaire et la crise énergétique.

Après la distribution du Questionnaire sur le Projet de Programme et de budget au printemps 2008, et à la tenue des cinq consultations régionales des commissions nationales pour l'UNESCO, le Conseil exécutif a eu enfin l'occasion d'examiner les priorités de programme pour 2010-2011. Le Secrétariat préparera le Projet de Programme et de budget qui sera disponible pour la réunion du Conseil exécutif, en avril 2009. Le document fera par la suite l'objet d'une consultation additionnelle et d'amendements avant d'être adopté par la 35^e Session de la Conférence générale, en octobre 2009.

Le mandat du Directeur général prend fin le 14 novembre 2009. En quelques mots, le processus de sélection d'un Directeur général est le suivant : au moins six mois avant la fin du mandat du Directeur général, le Conseil exécutif invite les États membres à lui soumettre des noms et les curriculum vitæ des candidats ; le Conseil rencontre tous les candidats en entrevue et en retient un par scrutin secret ; le président du Conseil soumet, pour approbation, le nom de la personne sélectionnée à la Conférence générale qui par la suite procède à un vote. Au 31 mars, les gouvernements de la Lituanie, de la Bulgarie et de l'Égypte avaient présenté leur candidature.

II- LES COMITÉS INTERGOUVERNEMENTAUX

5^e Réunion du Conseil intergouvernemental du Programme Information pour Tous

La 5^e Réunion du Conseil intergouvernemental du Programme Information pour Tous (PIPT) s'est déroulée du 2 au 4 avril à Paris. Le Conseil a discuté essentiellement du plan stratégique du PIPT qui proposait l'abolition progressive du Conseil et du Programme au cours des six prochaines années. Les États membres ont demandé de reporter l'échéance afin de pouvoir identifier les autres avenues possibles de remise en forme du Programme avant de l'éliminer complètement faute de ressources financières et humaines. Le Canada était représenté par Dominique Levasseur, représentante canadienne au sein du Conseil, et par Pauline Dugré, chargée de programme, Communication et Information.

18^e Session du Conseil intergouvernemental du Programme hydrologique international de l'UNESCO (PHI)

Au cours de la 18^e Session du Conseil intergouvernemental du Programme hydrologique international (PHI) qui s'est tenue à Paris, du 9 au 13 juin 2008, ses membres ont examiné les résultats pertinents de la 34^e Session de la Conférence générale (octobre 2007), y compris ceux de la Stratégie à moyen terme pour 2008-2013, et plus particulièrement sur la façon dont ils s'harmonisent avec la mise en œuvre de la 7^e phase du PHI. Le Conseil a également examiné les mesures de suivi au Rapport du Comité chargé de l'examen d'ensemble des Grands Programmes II et III (Sciences naturelles, Sciences sociales et humaines), fait le bilan des progrès réalisés en ce qui concerne la mise en œuvre des résolutions adoptées lors de la dernière rencontre du Conseil du PHI et analysé les propositions pour l'établissement de centres relatifs à l'eau placés sous l'égide de l'UNESCO. Des initiatives récentes comme L'eau et la diversité culturelle, le rôle du PHI dans la Décennie pour l'éducation en vue du développement durable et l'implication du PHI dans la Stratégie de l'UNESCO sur le changement climatique ont été également débattues.

Fred Wrona, directeur de la Recherche sur les conséquences pour les écosystèmes aquatiques à Environnement Canada, a assisté aux rencontres en tant qu'observateur.

41^e Session du Conseil exécutif de la Commission océanographique intergouvernementale de l'UNESCO (COI)

La 41^e Session du Conseil exécutif de la Commission océanographique intergouvernementale de l'UNESCO s'est tenue au Siège de l'UNESCO, du 24 juin au 1^{er} juillet. Wendy Watson-Wright, sous-ministre adjointe au Secteur des sciences à Pêches et Océans Canada, a mené la Délégation canadienne qui se composait de représentants du Ministère et d'Environnement Canada. Savithri Narayanan, directeur général du Service hydrographique à Pêches et Océans Canada, continuera à siéger à titre de vice-président de la COI.

Les principaux points d'intérêt pour le Canada incluent l'avenir de la COI, le suivi de la 8^e Session de l'Organe consultatif d'experts sur le droit de la mer, les moyens de

faire face aux conséquences du changement climatique et de l'élévation du niveau de la mer, la préservation de la santé des écosystèmes marins, le 50^e anniversaire de la COI et le remplacement du secrétaire exécutif de la COI.

15^e Session du Comité international de bioéthique (CIB) et Session conjointe du CIB et du Comité intergouvernemental de bioéthique (CIGB)

Le Comité international de bioéthique s'est réuni au Siège de l'UNESCO les 28 et 29 octobre. La rencontre a été suivie par une session conjointe du CIB et du Comité intergouvernemental de bioéthique les 30 et 31 octobre. Le CIB est composé de 36 experts indépendants nommés par le Directeur général, alors que le CIGB quant à lui est composé de représentants de 36 États membres élus par la Conférence générale. Les comités collaborent pour formuler des avis, des recommandations et des propositions sur les défis éthiques relatifs aux développements dans le domaine de la science et de la technologie.

Deux sujets principaux ont été abordés au cours des rencontres : le principe de la responsabilité sociale promu dans la Déclaration universelle sur la bioéthique et les droits de l'homme (2005), et le clonage humain et la gouvernance internationale. Le CIB a fait œuvre de pionnier dans le débat sur le clonage et a ainsi jeté les bases de la Déclaration universelle sur le génome humain et les droits de l'homme (1997) qui condamne le clonage à des fins de procréation jugé comme une sérieuse atteinte à la dignité humaine. Plus de 50 pays ont adopté des lois interdisant cette pratique. Certains scientifiques en appellent cependant à ce que soit adoptée une approche différente en ce qui concerne le clonage à des fins thérapeutiques. Un groupe de travail du CIB s'est penché sur la question afin de déterminer si les récentes avancées scientifiques, éthiques, sociales, politiques et légales favorisent l'élaboration d'un nouvel instrument normatif international. Si les comités peuvent formuler des recommandations sur le sujet, seule la Conférence générale - à laquelle tous les États membres participent - est en mesure de décider si un nouvel instrument est nécessaire ou non. La prochaine Conférence générale est prévue pour octobre 2009.

La présidente de la Commission et ancienne présidente du CIB, Michèle S. Jean, y a représenté la Commission. Des représentants de Santé Canada ont assisté à la rencontre à titre d'observateurs.

III- LA PARTICIPATION CANADIENNE AUX RENCONTRES INTERNATIONALES

Consultation du Directeur général et 15^e Réunion quadriennale et statutaire des commissions nationales pour l'UNESCO de la région Europe/Amérique du Nord

Les consultations régionales menées auprès des commissions nationales font partie du processus de consultation de l'UNESCO en vue de la préparation du Projet de Programme et de budget (C/5). Cette année, la consultation de la région Europe/Amérique du Nord a été organisée par les commissions nationales de la Belgique (Flandre), des Pays-Bas et du Luxembourg, communément surnommées la Troïka Benelux, et s'est tenue à la Haye et à Anvers. Des représentants de 42 commissions nationales ainsi que des observateurs d'autres régions ont pris part aux réunions.

La consultation a utilisé le format *World Café* pour identifier les priorités de programme de l'UNESCO dans le Projet de Programme et de budget pour 2010 2011 au lieu d'aborder chaque section du Questionnaire comme ce fut le cas dans le passé. Une liste de 57 priorités a été dressée, lesquelles ont été évaluées par chacune des commissions nationales selon un système de pointage. Vingt-quatre d'entre elles ont été considérées importantes dont les cinq premières étaient : le renforcement de l'éducation en vue du développement durable ; la promotion du dialogue interculturel et interreligieux ; le redoublement des efforts en faveur de la promotion de l'éducation artistique comme composante d'une éducation de qualité ; la promotion, la mise en œuvre et le suivi efficaces des instruments normatifs existants ; et la promotion de l'égalité entre les sexes dans toutes les activités du programme de l'UNESCO. Le document complet du Rapport est disponible sur le site Web de l'UNESCO (Document du Conseil exécutif 180 EX/ 21 Partie 1 (A) www.unesco.org).

Une partie de la réunion a été consacrée à une présentation par affiches au cours de laquelle les commissions nationales ont partagé leurs expériences sur la mise en œuvre des activités du programme de l'UNESCO. À l'invitation des organisateurs, la Commission canadienne a fait deux présentations, la première sur l'engagement des

jeunes et la deuxième sur la Coalition canadienne des municipalités contre le racisme et la discrimination. La Commission était représentée par la présidente et le secrétaire général. Le secrétaire général était également membre du Comité préparatoire.

3^e Forum mondial sur les droits de l'homme, Nantes, 30 juin - 3 juillet

Le Forum de Nantes a été établi en 2004 pour soutenir le développement des réseaux destinés à protéger, à promouvoir et à mettre en application les droits de la personne en renforçant les relations entre les leaders politiques, les organisations non gouvernementales et les représentants d'organisations internationales. Le Forum est organisé tous les deux ans.

Cette année, plus de 2 500 participants de plus de 100 pays se sont réunis du 30 juin au 3 juillet pour débattre des questions portant sur les droits de la personne, les libertés fondamentales et la lutte contre le racisme et toutes les formes de discrimination à travers le monde. Au cours de la cérémonie d'ouverture, l'UNESCO a lancé la Coalition internationale des villes contre le racisme, en présence de représentants de six coalitions régionales.

Alok Mukherjee, président de la Commission des services policiers de Toronto et membre du groupe de travail pancanadien pour le développement de la Coalition canadienne des municipalités contre le racisme et la discrimination, a participé à une table ronde. Dans sa présentation, M. Mukherjee a souligné que, dans chacune des provinces canadiennes, la police municipale a établi un organe de surveillance civile à l'image des commissions des services policiers qui est indépendant du gouvernement municipal. Composées de représentants locaux de la société civile, ces commissions sont responsables de s'assurer que la police locale agit conformément aux lois et dans l'intérêt public.

Congrès de l'Union mondiale pour la conservation de la nature

Le Congrès mondial pour la conservation de la nature a été organisé par l'Union mondiale pour la conservation de la nature (UICN) et s'est déroulé à Barcelone, en Espagne, du 5 au 14 octobre. Deux des présentations inscrites à l'ordre du jour ont un lien direct avec les réseaux de l'UNESCO au Canada.

Larry Baird, vice-président du conseil d'administration de la Réserve de la biosphère de Clayoquot Sound et membre de la Première Nation Ucluelet, a fait une présentation sur la Réserve dans la session consacrée aux Zones protégées et à la durabilité.

La présentation Nouvelle génération, *nouveaux défis pour la conservation du patrimoine naturel* a été donnée par Geneviève Nadeau qui a participé au volet jeunesse de la 32^e Session du Comité du Patrimoine mondial. Son intervention, faite dans le cadre de l'atelier sur les jeunes leaders et les zones protégées, a mis l'accent sur le rôle des jeunes et leurs points de vue sur la protection des sites naturels patrimoniaux.

C'est la première fois que la Commission s'implique dans le Congrès de l'UICN. Le succès de sa participation résulte d'une collaboration fructueuse avec Parcs Canada. La Commission a procédé à la sélection des candidats, alors que Parcs Canada a fourni le financement nécessaire à la participation de Geneviève Nadeau. L'UICN a également agi à titre d'organe consultatif d'experts au Comité du Patrimoine mondial et a contribué à l'évaluation des candidatures pour la désignation des sites naturels du Patrimoine mondial.

Rôle de l'hydrologie dans la gestion des ressources en eau

Organisé par le Programme hydrologique international de l'UNESCO du 13 au 16 octobre, à Capri, ce symposium portait sur la façon dont les hydrologues peuvent contribuer à la planification et à la gestion de projets touchant les ressources en eau, y compris la gestion des systèmes existants dans les nouveaux contextes socio-politiques. Les hydrologues et les gestionnaires des ressources en eau ont également discuté de la nécessité de porter une attention plus particulière aux aspects environnementaux, sociaux et économiques dans la planification et la gestion de tels projets, et de tenir compte de la viabilité des systèmes de ressources en eau.

La Commission a facilité la participation de Michael Blackstock (Ama Goodim Gyet), membre de la Première Nation Gitksan appartenant à la maison de Geel, en Colombie-Britannique. M. Blackstock est écrivain, artiste et forestier, mais également un membre actif du Groupe consultatif d'experts sur l'eau et la diversité culturelle de l'UNESCO. Sa présentation intitulée *Perspectives*

Blue Ecology and Climate Change aborde les questions touchant la fonction et le rôle spirituel de l'eau, tout en cherchant à sensibiliser les jeunes au concept de respect et à la compréhension des enjeux par la science et au développement de stratégies d'atténuation des risques.

Rencontre régionale UNESCO - Réseaux et politiques jeunesse

La Rencontre régionale de l'UNESCO sur les réseaux et politiques jeunesse s'est déroulée à Punta Cana, en République dominicaine, du 15 au 19 octobre sous le thème *Bâtir le présent et l'avenir des Amériques*. À l'ordre du jour, il a été question de la création du Réseau des jeunes des Amériques, à la suite d'une recommandation formulée au 1^{er} Forum des jeunes des Amériques qui s'est tenu en 2007, à Acapulco au Mexique.

Jean-Sébastien Dufresne, fondateur et coordonnateur du Réseau citoyen de solidarité Iciéla et membre du Groupe consultatif jeunesse de la Commission, a été sélectionné pour prendre part à l'événement. Deux organisations canadiennes, l'Office Québec-Amériques pour la jeunesse (OQAJ) et TakingITGlobal, ont également été invitées par l'UNESCO à participer à la rencontre. TakingITGlobal était représenté par Kimia Ghomeshi, qui a participé au 1^{er} Forum en 2007. Afin de se préparer en vue de la rencontre et d'initier les discussions, tous les jeunes ont participé à un dialogue en ligne entamé trois semaines avant la tenue de l'événement.

Quatre-vingt-quatre participants et observateurs représentant 30 pays et 33 organisations des Amériques ont participé à la rencontre. Les délégués ont signé une charte et se sont entendus sur les termes de deux déclarations officielles, la première portant sur le bilan des politiques publiques jeunesse et la seconde sur les enjeux et les défis pour les réseaux jeunesse de la région. La rencontre a été également l'occasion de lancer officiellement le Réseau des jeunes des Amériques. Un Plan d'action sur le suivi des ententes a été adopté à l'issue de l'événement.

4^e Session du Forum urbain mondial

Plus de 50 % de la population mondiale vit désormais dans les zones urbaines. L'UNESCO collabore avec le Programme des établissements humains des Nations Unies (ONU-Habitat) depuis 2002 afin d'en explorer les répercussions socio-économiques sur différentes

questions telles que la surpopulation, la pauvreté et l'accès à une eau propre à la consommation.

La 4^e Session du Forum urbain mondial s'est déroulée à Nankin, en Chine, du 3 au 6 novembre sous le thème *Urbanisation harmonieuse : le défi d'un développement territorial équilibré*. Les sous-thèmes suivants ont été abordés : villes harmonieuses du point de vue social ; villes harmonieuses du point de vue économique ; villes harmonieuses du point de vue environnemental ; villes harmonieuses du point de vue spatial ; villes harmonieuses du point de vue historique ; et villes harmonieuses du point de vue générationnel.

La Commission, en partenariat avec Patrimoine canadien (Direction générale du multiculturalisme et des droits de la personne, et Direction générale des affaires autochtones), la Fédération canadienne des municipalités, Metropolis Canada, Affaires indiennes et du Nord Canada et le Bureau de l'interlocuteur fédéral, a organisé un atelier sur *Les stratégies et les pratiques pour des communautés inclusives et accueillantes*. Différents praticiens possédant une expertise internationale et nationale ont pu examiner les défis socio-culturels que doivent relever les résidents, les migrants et les nouveaux venus au sein des communautés urbaines. L'objectif principal était de favoriser un apprentissage participatif et un partage des approches innovatrices en vue de créer des villes plus harmonieuses du point de vue spatial (sous-thème 4).

La Commission a soutenu la participation de John Reilly, du Bureau de la diversité et de l'inclusion à la Ville d'Edmonton, qui a pu ainsi partager les expériences et les pratiques des partenaires de la Coalition canadienne des municipalités contre le racisme et la discrimination sur la manière dont les municipalités membres font la promotion de l'harmonie ethnoculturelle dans des villes de plus en plus multiculturelles. Il a également fait des présentations lors de deux sessions de réseautage, l'une organisée par l'UNESCO portant sur l'éducation en vue de bâtir des villes viables et l'autre organisée par le ministère du Patrimoine canadien sur les moyens de créer des villes hospitalières au profit des citoyens.

48^e Session de la Conférence internationale de l'éducation

La Conférence internationale de l'éducation (CIE) représente l'un des principaux forums au niveau mondial pour la promotion du dialogue sur les politiques éducatives entre les ministres de l'Éducation et d'autres partenaires (les chercheurs, les praticiens, les représentants des organisations intergouvernementales et de la société civile). La 48^e session de la CIE s'est tenue à Genève, du 25 au 28 novembre 2008, sous le thème *L'éducation pour l'inclusion : la voie de l'avenir*. La session est organisée par le Bureau international d'éducation (BIE), l'institut spécialisé de l'UNESCO dont la mission principale est de soutenir les efforts des États membres destinés à atteindre une éducation de qualité pour tous, en contribuant à l'introduction des approches novatrices dans la conception et la mise en œuvre du curriculum. Le Canada est un membre élu siégeant au BIE. Raymond Théberge, directeur général du Conseil des ministres de l'Éducation, y représente le Canada.

L'éducation pour l'inclusion est perçue comme un processus qui transforme les écoles et autres centres d'apprentissage pour répondre aux besoins de tous les enfants, y compris ceux des populations minoritaires, ceux affectés par le VIH/sida et ceux ayant des handicaps ou des difficultés d'apprentissage. La Conférence a démontré que, bien qu'on s'entende sur le concept de l'éducation inclusive, en pratique on l'associe encore souvent essentiellement à l'éducation des enfants souffrant de handicaps et ayant des besoins spéciaux.

Les facteurs sociaux, économiques, politiques et culturels qui sont à l'origine de l'exclusion, aussi bien en classe qu'en dehors, et la nécessité d'aborder ces enjeux ont été au cœur des débats. Il était donc important de discuter des besoins de quelque 72 millions d'enfants qui n'ont pas accès à l'éducation, du taux élevé de redoublement et de décrochage, de la pertinence de ce qui est enseigné et des 774 millions d'adultes touchés par l'analphabétisme - dont plus de 75 % vivent dans seulement 15 pays.

La Délégation canadienne était menée par l'honorable Kelly Lamrock, ministre de l'Éducation du Nouveau-Brunswick et président du Conseil des ministres de l'Éducation (Canada). Il était accompagné par Benoît Pelletier, ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, et de Jody Carr, membre

de l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick. La Délégation comprenait également des représentants de ministères du Nouveau-Brunswick et du Québec, des missions permanentes du Canada auprès de l'UNESCO, de l'Office des Nations Unies et de la Conférence du désarmement à Genève, du Conseil des ministres de l'Éducation (Canada) et de la Commission canadienne pour l'UNESCO. La Commission a facilité la participation de Lise Bastien, directrice du Conseil en éducation des Premières Nations, au sein de la Délégation et a également financé la participation d'un délégué d'un pays du Sud.

Conférence préparatoire de la région Europe/Amérique du Nord en vue de la CONFINTEA VI

Organisée par l'Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie, la Conférence préparatoire paneuropéenne en vue de la Sixième Conférence internationale sur l'éducation des adultes (CONFINTEA VI) s'est tenue à Budapest, en Hongrie, du 3 au 5 décembre sous le thème *L'apprentissage des adultes pour l'équité et l'inclusion dans un contexte de mobilité et de concurrence*. La rencontre est l'une des cinq conférences préparatoires régionales organisées par l'UNESCO entre septembre 2008 et janvier 2009.

Les objectifs visés par la Conférence de la région Europe/Amérique du Nord étaient d'identifier et de discuter des politiques et des pratiques appropriées, d'explorer les enjeux importants, les tendances et les défis de l'éducation des adultes et de l'apprentissage dans la région, de formuler et d'adopter des recommandations, des stratégies et des repères pour renouveler les politiques et les actions dans le domaine.

La Délégation canadienne menée par Marie-Lison Fougère, sous-ministre adjointe au ministère de la Formation et des Collèges et Universités de l'Ontario, comprenait des représentants du Conseil des ministres de l'Éducation (Canada), de la Commission canadienne pour l'UNESCO, du ministère des Ressources humaines et du Développement social Canada, de l'Assemblée des Premières Nations et du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport du Québec.

Mme Fougère a été élue présidente du comité de rédaction chargé de formuler les recommandations finales de la Conférence. Ces recommandations

régionales seront intégrées aux stratégies nationales et serviront de base pour assurer le suivi de la conférence régionale et leur mise en œuvre aux niveaux national et régional. Elles constituent en outre la contribution de la région Europe/Amérique du Nord à la CONFINTEA VI qui se déroulera à Belém, au Brésil, du 19 au 22 mai 2009. Le thème de la CONFINTEA VI, *Vivre et apprendre pour un futur viable : le pouvoir de l'éducation des adultes*, portera sur le lien et la contribution de l'apprentissage à l'âge adulte et l'éducation au développement durable qui englobe les dimensions sociales, économiques, environnementales et culturelles.

Projet régional UNESCO-MAB/PNUE-FEM sur la gestion et une utilisation durable de la diversité biologique dans les réserves de zones arides d'Afrique de l'ouest

Faisant suite au *Projet régional UNESCO-MAB/PNUE-FEM sur la gestion et une utilisation durable de la diversité biologique dans les réserves de zones arides d'Afrique de l'ouest*, l'UNESCO a coordonné une mission de prospective en collaboration avec la Commission canadienne pour l'UNESCO et le Comité MAB France au Bénin, au Burkina Faso et au Niger du 1^{er} au 15 décembre. L'objectif principal visé est de bâtir sur les résultats prometteurs de cette initiative régionale pour catalyser et renforcer le soutien local et national apporté au développement des réserves de la biosphère, de maintenir l'intérêt et la visibilité des organisations partenaires et de renforcer la collaboration internationale entre les réseaux de réserves de la biosphère, plus particulièrement entre les réserves de la Pendjari (Bénin), du « W » (Burkina Faso, Bénin, Niger), du Mont-Ventoux (France) et de Manicouagan-Uapishka (Québec). Parmi les points d'intérêt communs identifiés qui peuvent donner lieu à une collaboration, mentionnons le développement de chartes en faveur du développement durable, l'attribution des logos des réserves de la biosphère aux groupes signataires, l'amélioration des systèmes d'échange de l'information sur les enjeux auxquels font face les réserves au sein même des pays et avec les États membres, à travers notamment les échanges pédagogiques et les plateformes en ligne qui facilitent la communication directe entre les parties impliquées.

À la suite de l'atelier sur la *Concertation et partenariats avec le secteur privé : vers des régions modèles de*

développement durable organisé lors du 3^e Congrès mondial des Réserves de la biosphère (Madrid, février 2008), Dominique Potvin, chargée de programme, Sciences naturelles, et Jean-Philippe L. Messier, directeur de la Réserve de la biosphère de Manicouagan-Uapishka (Québec), ont été invités par l'UNESCO à exposer l'approche canadienne au Programme MAB. La Commission a également contribué à la production par Radio France internationale de documentaires audio disponibles en ligne sur les réserves de la biosphère de l'Afrique de l'Ouest.

Commémoration à l'UNESCO du 60^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme

Les 10 et 11 décembre, le Secteur de l'éducation de l'UNESCO a organisé au Siège une table ronde sous le thème *Mettre les droits de l'homme en pratique : le rôle de l'éducation* pour souligner le 60^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme. L'objectif visé par la rencontre était de favoriser les échanges sur la façon dont les États membres mettent en pratique le droit à l'éducation, sur les pratiques exemplaires et les politiques innovatrices en ce qui a trait à l'éducation aux droits de l'homme, sur l'identification des domaines d'actions prioritaires pour développer ou améliorer l'éducation aux droits de l'homme, et sur le développement et la promotion des partenariats aux niveaux national, régional et international. Plus de 100 personnes ont participé à la table ronde dont des représentants de ministères de l'Éducation, de commissions nationales pour l'UNESCO, de délégations permanentes auprès de l'UNESCO, d'instituts de recherche et d'universités.

Cassie Palamar, de la Commission des droits de la personne et de la citoyenneté de l'Alberta, a participé au panel portant sur les liens entre l'éducation formelle et non formelle. Sa présentation a mis l'accent sur les stratégies éducatives non formelles pour bâtir une culture fondée sur les droits de la personne, inspirées par les expériences des commissions des droits de la personne et de leurs partenaires au Canada. D'autres présentations ont identifié des stratégies permettant d'aborder les questions de sensibilisation et de développement des capacités, de la façon d'impliquer les familles dans l'éducation aux droits de l'homme et de comprendre si cette éducation diffère selon que l'on s'adresse à un enfant ou à un adulte.

Atelier sur le renforcement des capacités opérationnelles des Commissions nationales africaines pour l'UNESCO

À l'invitation du Secrétariat de l'UNESCO et de la Commission nationale allemande pour l'UNESCO, le secrétaire général a participé à l'Atelier sur le renforcement des capacités opérationnelles des Commissions nationales africaines organisé à Bamako, au Mali, du 18 au 20 février 2009. Pendant ce séjour, il a également pris part à un autre atelier organisé et financé par le gouvernement allemand sur les réserves de la biosphère transfrontalières (une initiative du Programme MAB) en Afrique de l'Ouest. L'Allemagne s'était engagée à verser 500 millions d'euros entre 2009 et 2012 pour la protection des forêts et des écosystèmes lors de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique (Bonn, 2008).

L'atelier des commissions nationales a réuni les secrétaires généraux de dix pays francophones de l'Afrique de l'Ouest : le Bénin, le Burkina Faso, le Cap-Vert, la Côte d'Ivoire, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo, ainsi que des représentants de la Division des relations avec les États membres et les commissions nationales au Siège et des bureaux régionaux au Mali, au Sénégal, au Ghana et au Cameroun, et de la Commission nationale allemande. Ces pays d'Afrique de l'Ouest font partie des pays les plus défavorisés du monde. Selon le Rapport mondial sur le développement humain du Programme des Nations Unies pour le développement, plus de 50 % de la population vit dans l'extrême pauvreté avec un revenu annuel calculé sur la base de moins d'un dollar par jour. Ces pays sont également marqués par des guerres civiles qui les rendent lourdement dépendants de l'aide au renforcement des capacités et de l'assistance technique et financière.

Le secrétaire général a agi comme personne-ressource et fait trois présentations : le premier sur le rôle, le mandat, la structure organisationnelle, les capacités opérationnelles et la visibilité des commissions nationales ; le second sur la Décennie des Nations Unies pour l'éducation en vue du développement durable ; et le troisième sur les partenariats. Les commissions nationales africaines souhaitent vivement jouer un rôle actif dans la mise en œuvre des activités de l'UNESCO dans leur pays, mais font face à une structure organisationnelle contraignante

puisqu'elles font partie d'un ministère, généralement le ministère de l'Éducation. Malgré le fait que le ministre occupe souvent le poste de président de la commission nationale, les commissions ne reçoivent que peu de soutien sinon aucun, ce qui les oblige à se tourner vers le Secrétariat de l'UNESCO ou vers les pays développés pour solliciter leur expertise et une aide au renforcement de leurs capacités.

5^e Forum mondial de l'eau

Organisé une fois tous les trois ans par le Conseil mondial de l'eau, le Forum est le plus important événement international sur l'eau dont l'objectif est d'inscrire le sujet à l'agenda international. Sous le thème *Bridging Divides for Water*, le 5^e Forum mondial de l'eau s'est déroulé à Istanbul, en Turquie, du 16 au 22 mars 2009.

La Commission a facilité la participation de Darlene Sanderson, qui vient de compléter son doctorat sur les perspectives autochtones sur l'eau dans les domaines de la santé, de l'éducation, du droit naturel et de l'environnement. Mme Sanderson a été secrétaire du *Indigenous World Forum on Water and Peace Forum*. Sa participation au Forum mondial de l'eau lui a permis de proposer des stratégies et des solutions tout en préparant la tenue de la prochaine édition de l'événement en 2010. Le *Indigenous World Forum on Water and Peace Forum* fournira des orientations pour l'avenir basées sur les leçons du passé.

Slobodan Simonovic, professeur à l'Université de Waterloo et membre de la Commission, a été invité par l'UNESCO à lancer officiellement son dernier livre *Managing Water Resources: Methods and Tools for a Systems Approach* (Éditions UNESCO coproduit avec Earthscan).

Conférence mondiale sur l'éducation pour le développement durable - S'engager dans la seconde moitié de la Décennie

La Conférence mondiale sur l'éducation pour le développement durable - *S'engager dans la seconde moitié de la Décennie* - s'est tenue à Bonn, en Allemagne, du 31 mars au 2 avril 2009. L'UNESCO et le ministère allemand de l'Éducation et de la Recherche, en collaboration avec la Commission nationale allemande pour l'UNESCO, ont organisé l'événement qui a réuni quelque 700 représentants des États membres de l'Organisation, des spécialistes dans le domaine

de l'éducation en vue du développement durable, des représentants d'agences des Nations Unies, d'organisations de la société civile, du secteur privé et des jeunes. La Conférence consiste en une réunion de haut niveau, des sessions plénières, des ateliers, des événements spéciaux et des expositions présentant les pratiques exemplaires. À mi-chemin de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation en vue du développement durable (2005-2014), la Conférence a été une occasion de démontrer l'importance du développement durable pour l'éducation, de promouvoir le dialogue international, de rendre compte de la mise en œuvre de la Décennie et de développer des stratégies pour la suite.

La Commission a animé un kiosque présentant des réalisations canadiennes dans la promotion de la Décennie et des initiatives menées par des participants canadiens à la Conférence. La Commission a également soutenu la participation de David Bell, président de l'Éducation au service de la Terre et vice-président de EDD Canada, et de Christian Payeur, directeur du Service Action professionnelle et sociale à la Centrale des syndicats du Québec. Dominique Potvin, chargée de programme, Sciences naturelles, a représenté la Commission et a animé l'une des 12 sessions thématiques de la Conférence, sur les réserves de la biosphère comme lieux d'apprentissage en vue du développement durable.

IV- LES RENCONTRES INTERNATIONALES AU CANADA

32^e Session du Comité du Patrimoine mondial

La 32^e Session du Comité du Patrimoine mondial s'est tenue à Québec, du 2 au 10 juillet, dans le cadre des célébrations entourant le 400^e anniversaire de la fondation de Québec. Max Gros-Louis, chef du Conseil de la nation huronne de Wendake, a procédé à l'ouverture de la session par un rituel de purification suivi par les interventions de Christina Cameron, présidente de la 32^e Session, de Koichiro Matsuura, Directeur général de l'UNESCO, de Olabiyi Babalola Joseph Yai, président du Conseil exécutif, de Georges N. Anastassopoulos, président de la Conférence générale, du ministre fédéral de l'Environnement John Baird, du premier ministre du Québec Jean Charest et du maire de Québec Régis Labeaume. Son altesse royale la princesse Firyal de Jordanie, ambassadrice de bonne volonté de l'UNESCO, était également présente. Le secrétaire général, dans son allocution, a présenté le volet jeunesse aux délégués présents.

Au cours de cette session, le Comité s'est penché sur l'état de conservation de 30 sites considérés en danger inscrits à la Liste du Patrimoine mondial et a désigné 19 nouveaux sites culturels et huit sites naturels dont les Falaises fossilifères de Joggins, en Nouvelle-Écosse. La Liste comprend désormais 878 sites dont 679 sites culturels, 147 sites naturels et 25 sites mixtes dans 145 États membres.

Plus de 1 000 représentants des États membres, des spécialistes, des organisations non gouvernementales et des médias ont pris part à la rencontre qui est considérée comme l'une des sessions les plus imposantes organisées à ce jour.

Volet jeunesse de la 32^e Session du Comité du patrimoine mondial

Le volet jeunesse, organisé parallèlement à la 32^e Session du Comité du patrimoine mondial, a regroupé trente participants parmi lesquels 15 provenaient de toutes les régions du Canada et 15 de pays représentant les cinq régions géographiques identifiées par l'Organisation des Nations Unies.

Les participants, âgés entre 18 et 25 ans, ont assisté pendant trois semaines à différents ateliers de formation et de sensibilisation sur le patrimoine mondial et les enjeux qui y sont associés (conservation, tourisme responsable, environnement, développement durable, changements climatiques, etc.). Les participants ont aussi pu approfondir leurs connaissances de l'histoire et de la richesse de certains sites canadiens inscrits à la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO par un séjour éducatif de quatre jours en Alberta ou à Terre Neuve et-Labrador ainsi que par des visites pédagogiques au Lieu historique national du Canada du Canal-Rideau et à l'Arrondissement historique du Vieux Québec.

Pour la première fois cette année, les jeunes participants au volet jeunesse du Comité du patrimoine mondial ont pu assister aux sessions en cours et apprendre davantage sur le fonctionnement du Comité, les règles de procédures, le processus de nomination ainsi que les enjeux reliés à la conservation et à la protection du patrimoine mondial. Le programme de mentorat a été développé afin de faciliter l'apprentissage de ce type de rencontre internationale. Ainsi, pour favoriser une meilleure compréhension des sessions et du langage parfois technique qui y est associé, 27 des trente participants ont été jumelés à des délégations de pays membres ou non membres ou d'organismes consultatifs.

Au cours de leur séjour, les jeunes ont développé différents projets visant à assurer la continuité de l'événement une fois celui-ci terminé. D'abord, le site interactif *Six milliards d'êtres humains, un héritage commun* a été lancé grâce au concours du site Parole Citoyenne de l'Office national du film du Canada (ONF). Les participants y ont contribué en proposant des textes, des photos et des vidéos illustrant leur expérience.

Ensuite, les jeunes ont produit, dans le cadre de leur expérience, une vidéo sur le patrimoine mondial. La vidéo a été présentée lors de la cérémonie d'ouverture du Comité du patrimoine mondial et des copies ont été distribuées à différents partenaires de différentes régions du monde. Deux documentaires d'une durée de 55 minutes, l'un en français et l'autre en anglais, ont été produits et ont été diffusés par le Canal Savoir en 2009.

Finalement, les participants ont été amenés à réfléchir à un projet qu'ils aimeraient développer dans leur communauté à la suite de leur expérience afin de faire bénéficier de leurs acquis au plus grand nombre de personnes possible. Pour la première fois, et ce, grâce au concours d'*Hostelling International*, le *Prix Hostelling International Christina Cameron pour la jeunesse* a été remis aux trois projets illustrant le meilleur potentiel de réinvestissement dans la communauté. Les récipiendaires, choisis uniquement par les jeunes participants, sont : Ansoumane Sané, du Sénégal ; Taryn Barry, d'Edmonton au Canada ; ainsi que Hari Wibowo, de l'Indonésie.

Le volet jeunesse était organisé conjointement par l'Agence Parcs Canada et la Commission canadienne pour l'UNESCO, avec le soutien de Patrimoine canadien, de l'Agence canadienne de développement international et de nombreux autres partenaires publics et privés.

2^e Congrès mondial de la coordination autochtone francophone

Organisé par l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador (APNQL) à Sainte-Foy (Québec), dans le cadre du XII^e Sommet de la Francophonie, ce deuxième congrès rassemblait des représentants des différents peuples autochtones francophones, venus de tous les continents (Afrique, Amérique du Nord, Amérique du Sud, Pacifique). Le thème du congrès était *Les droits des peuples autochtones dans la Francophonie*. Il a permis aux participants d'aborder - dans le cadre de la Francophonie - des questions telles que la protection des langues autochtones et de la diversité culturelle dans la Francophonie, l'impact des changements climatiques sur la vie des peuples autochtones, et les femmes autochtones et le concept de la parité.

La participation de la Commission à cet événement comme observateur lui a permis de promouvoir les priorités de l'UNESCO relatives aux langues, à la diversité culturelle, au développement durable ainsi qu'à l'égalité entre les sexes. La Commission a aussi fait une contribution financière pour permettre la participation d'un représentant d'un pays du Sud. Outre les délégués autochtones, des représentants du gouvernement fédéral (Affaires étrangères et Commerce international Canada), du gouvernement du Québec (ministère des Relations internationales et Secrétariat des Affaires autochtones), de Droits et Démocratie et d'Amnistie internationale ont également participé à l'événement.

III^{es} Rencontres internationales francophones de bioéthique - La bioéthique : un nouvel espace de gouvernance, de diversité et de partage dans les pays de la francophonie

Les III^{es} Rencontres internationales francophones de bioéthique se sont déroulées à Québec, les 21 et 22 octobre, sous le thème *La bioéthique : un nouvel espace de gouvernance, de diversité et de partage dans les pays de la francophonie*, dans le contexte du XII^e Sommet de la Francophonie. Les premières rencontres ont été organisées en 1999 à Moncton, au Nouveau Brunswick, et en 2006 à Bucarest, en Roumanie.

L'éthique dans la recherche, le sens de la bioéthique, la gouvernance de la recherche aux niveaux international, national, régional et local, et dans le contexte des relations Nord-Sud étaient des points à l'ordre du jour. Sabina Colombo, spécialiste du programme à la section bioéthique à l'UNESCO, et Aissatou Touré (Sénégal) vice-présidente du Comité international de bioéthique, ont parlé du travail mené par l'UNESCO dans le domaine. La rencontre avait également pour objectif de renforcer les liens entre le réseau des comités nationaux d'éthique dans les pays francophones et de sensibiliser les participants au rôle des ententes internationales dans l'amélioration de la gouvernance dans le domaine de la bioéthique.

La présidente de la Commission, Michèle S. Jean, a activement contribué à l'organisation des Rencontres auxquelles 120 participants venus de 20 pays francophones ont assisté. Le Mexique et le Japon y étaient également représentés.

Les III^{es} Rencontres internationales francophones de bioéthique ont bénéficié du patronage de l'UNESCO et de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF). Elles ont été organisées par la Commission canadienne pour l'UNESCO, la Commission nationale française pour l'UNESCO, la Commission de l'éthique de la science et de la technologie (CEST) du Québec, et l'Association internationale droit, éthique et science. Santé Canada, le Groupe consultatif interagences en éthique de la recherche, le gouvernement du Québec, Génome Québec, le Consulat général de France à Québec, le Conseil national d'éthique en recherche chez l'humain et l'Institut international de recherche en éthique biomédicale étaient les principaux commanditaires de l'événement.

Colloque international sur la médiation culturelle, 4-5 décembre 2008, Montréal

Culture pour tous a organisé les 4 et 5 décembre 2008 au Pavillon Sherbrooke de l'Université du Québec à Montréal un colloque international sur l'évolution des pratiques de démocratisation de la culture au Québec, au Canada et dans le monde. Trente experts du Québec et du Canada, d'Espagne, des États-Unis, de France et de Grande-Bretagne ont échangé avec 350 participants sur un vaste ensemble de pratiques de démocratisation de la culture qui vont de simples actions de développement des publics aux techniques les plus sophistiquées de l'art participatif et communautaire.

Bien que pratiquée avec des spécificités propres à chaque région ou chaque pays, la médiation culturelle s'est imposée pour les gouvernements comme un outil puissant non seulement pour contrer l'exclusion culturelle d'une partie de la population, mais aussi pour innover dans les modes de rencontre et d'interaction entre les organismes culturels, les artistes et les citoyens. À ce titre, convaincus du rôle, de la pertinence et de la fonction de la médiation culturelle dans le contexte actuel de la mutation de la culture, les participants au colloque international ont analysé les voies et moyens pour valoriser cette pratique en tant que champ professionnel d'investigation et de recherche.

La Banque d'œuvres d'art, le Bureau Inter-arts, la section de la Promotion des arts et la Commission canadienne pour l'UNESCO ont participé à l'événement en raison de la préoccupation constante du Conseil des arts du Canada et de ses partenaires de développer de nouveaux modes d'engagement du public envers les arts au Canada.

V- LES CONSULTATIONS MENÉES AUPRÈS DES CANADIENS

Consultation sur le prochain Projet de Programme et de budget de l'UNESCO (35 C/5)

En avril, le Secrétariat de l'UNESCO a distribué le Questionnaire sur la préparation du Projet de Programme et de budget pour 2010-2011 (35 C/5) pour recueillir les points de vue et les commentaires des États

membres et des organisations non gouvernementales sur les priorités et les enjeux qui devraient être pris en compte dans la préparation du budget. Le Questionnaire sollicite des contributions sur les priorités sectorielles, la livraison du programme (ce qui inclut les commissions nationales), l'amélioration de la visibilité de l'UNESCO et les ressources extrabudgétaires.

La Commission a une fois de plus coordonné la consultation au nom du gouvernement du Canada. Elle a cependant adopté une approche plus ciblée que par les années précédentes alors que le Questionnaire avait été envoyé à tous les membres de la Commission. Pour faire suite aux discussions avec les représentants du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international Canada, y compris l'ambassadeur Laurin, il a été décidé cette année que la réponse du Canada devrait identifier la source de la réponse à chacune des questions au lieu d'offrir un résumé des opinions exprimées par les agences fédérales et provinciales, et les représentants de la société civile.

Les réponses une fois compilées ont été soumises à l'UNESCO par le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international Canada en juillet. Une synthèse des réponses reçues des 59 États membres a par la suite été portée à l'attention de la 180^e Session du Conseil exécutif, en octobre. Le document est disponible sur le site Web de l'UNESCO (Document 180 EX/21 Partie 1 (B) www.unesco.org).

Commission sectorielle, Éducation

La Commission sectorielle, Éducation, s'est réunie le 4 avril afin de fournir à ses membres une mise à jour sur les activités de programme et sur les événements qui se sont déroulés depuis la dernière rencontre. On a également soumis aux membres un rapport détaillé sur la participation du Canada à la Conférence générale de l'UNESCO en 2007. Les membres ont pu à leur tour présenter un rapport des activités qui se sont tenues dans leur communauté et dans leur domaine d'expertise, et plus particulièrement celles en lien avec le Programme et budget de l'UNESCO pour 2008-2009. Parmi les questions abordées, soulignons les préparatifs en vue de la Conférence internationale de l'éducation (CIE), de la Conférence internationale sur l'éducation des adultes (CONFINTEA VI) et les célébrations au Canada entourant la Semaine internationale des apprenants adultes.

Commission sectorielle, Sciences naturelles, sociales et humaines

La Commission sectorielle, Sciences naturelles, sciences sociales et humaines, s'est déroulée le 19 novembre 2008, à Ottawa. La mise en œuvre du Programme et budget pour 2008-2009 (34 C/5) et la Stratégie à moyen terme étaient à l'ordre du jour, et plus particulièrement les plateformes intersectorielles. Kevin Fitzgibbons, directeur de l'Innovation, de la science et de la technologie au ministère des Affaires étrangères et du Commerce international Canada, a présenté les développements concernant le point de vue du gouvernement sur les priorités et les intérêts internationaux. Un représentant de l'Institut de statistique de l'UNESCO a également présenté les plus récentes activités de l'ISU. La participation des membres aux priorités de l'UNESCO a été encouragée notamment dans les dossiers de 2009 Année internationale de l'astronomie, la Décennie des Nations Unies pour l'éducation en vue du développement durable, les III^{es} Rencontres internationales francophones de bioéthique et le 60^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Le travail des réseaux au Canada tels que les réserves de la biosphère et la Coalition des municipalités contre le racisme et la discrimination étaient également à l'ordre du jour.

Commission sectorielle, Culture, Communication et information

La Commission sectorielle, Culture, Communication et information s'est réunie le 2 décembre 2008. Danika Billie Littlechild qui en assumait la présidence par intérim a été officiellement nommée à la présidence. Pierre Giguère, le représentant d'ORBICOM, a été nommé vice-président.

La Commission sectorielle a accueilli neuf nouveaux membres. Les membres ont débattu des différentes conventions adoptées dans le secteur de la culture. On a également discuté de la nouvelle stratégie du Programme Information pour tous et de la pertinence pour le Canada de développer une politique nationale d'information. Les membres ont eu l'occasion d'en apprendre davantage sur les activités des chaires UNESCO au Canada et sur celles de la Chaire de recherche du Canada en patrimoine. Le secrétaire général a présenté un rapport sur la 180^e Session du Conseil exécutif de l'UNESCO.

Consultation sur le Plan stratégique du Programme Information pour tous

Une consultation a été menée sur le Projet de Plan stratégique du Programme Information pour tous afin de déterminer si la nouvelle orientation était acceptable d'un point de vue canadien. Patrimoine canadien, Bibliothèque et Archives Canada et le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes ont participé à la consultation. Les résultats de la rencontre ont été communiqués à la Délégation permanente du Canada auprès de l'UNESCO.

Consultation sur la Charte sur la conservation du patrimoine numérique

La Commission a mené une consultation sur la Charte sur la conservation du patrimoine numérique adoptée en 2003 par la Conférence générale. L'objectif de la consultation était de mesurer les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la Charte et de déterminer s'il était nécessaire d'élaborer un autre instrument normatif, tel qu'une recommandation, afin de mieux promouvoir la conservation du patrimoine numérique.

La Commission a invité Bibliothèque et Archives Canada, Patrimoine canadien, l'Association canadienne des bibliothèques, l'Association canadienne des archivistes, l'Office national du film, le Trust AV, CBC et plusieurs musées à participer à la rencontre. Les résultats de la consultation ont été communiqués à la Délégation permanente du Canada auprès de l'UNESCO en avril.

Suivi des lignes d'action du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI)

En mai, l'UNESCO a organisé une série de rencontres de consultation sur les lignes d'action du SMSI qui relèvent de son mandat à l'occasion de la Journée mondiale de la société de l'information qui a lieu le 17 mai. Les sessions de consultation visaient à réunir les gouvernements, la société civile et le secteur privé pour présenter l'état d'avancement des activités dans chacune des lignes d'action qui relèvent de l'UNESCO. Jusqu'à maintenant, cette façon de procéder ne s'est pas montrée très probante. L'UNESCO cherche encore à mettre en place les mécanismes qui lui permettraient d'être plus efficace à ce chapitre, cela en tenant compte qu'il s'est déjà écoulé trois ans depuis le Sommet de Tunis.

Questionnaires de l'UNESCO et rapports des pays

Depuis le printemps 2008, l'UNESCO a mené une série de consultations auprès des États membres en vue des quatre conférences mondiales sur l'éducation qui doivent se tenir entre novembre 2008 et juillet 2009, et en vue d'importantes rencontres y compris la Conférence générale qui doit avoir lieu en octobre 2009. Les questionnaires ont abordé divers thèmes tels que le statut de l'artiste, le droit d'auteur et la lutte contre la piraterie, le suivi de la Conférence mondiale sur la science (1999) et la Conférence mondiale sur l'enseignement supérieur (1999), l'éducation artistique, la Charte sur la conservation du patrimoine numérique, la Conférence mondiale sur l'éducation sur le thème de l'inclusion, la Conférence internationale sur l'éducation des adultes, la Conférence mondiale sur l'enseignement supérieur et la Conférence mondiale sur l'éducation pour le développement durable.

Le rôle des commissions nationales est d'engager les autorités gouvernementales, les institutions, les organisations et les individus dans leurs activités qui comprennent la coordination de consultations sur la mise en œuvre du programme de l'UNESCO dans leur pays. De par le passé, la Commission a travaillé en partenariat avec les ministères fédéraux, notamment Patrimoine canadien, Environnement Canada, Affaires étrangères et Commerce international Canada, et le Conseil des ministres de l'Éducation (Canada) pour préparer ces rapports. Compte tenu d'un changement de politique à l'UNESCO, la présente série de questionnaires et de demandes de rapports a été adressée directement à la Commission qui assurera donc un rôle de leadership dans la coordination des réponses. Le volume et la complexité des rapports signifient également que les ministères et les agences gouvernementales n'ont pas été en mesure de respecter les délais souvent courts. La Commission travaille désormais avec Affaires étrangères et Commerce international Canada et le Conseil des ministres de l'Éducation (Canada) pour préparer les réponses et chercher à modifier le processus consultatif de l'UNESCO.

PROMOTION DES OBJECTIFS ET IDÉAUX DE L'UNESCO AU CANADA: LES CONFÉRENCES, LES ACTIVITÉS ET LES PARTENARIATS

14^e Rassemblement national du Conseil québécois du patrimoine vivant

Le 14^e Rassemblement national du Conseil québécois du patrimoine vivant s'est tenu à Trois-Rivières du 4 au 6 avril. Organisée dans le cadre d'une vaste consultation sur la révision de la Loi sur les biens culturels du Québec, la rencontre a permis aux participants représentant des groupes associés au patrimoine vivant d'accueillir avec satisfaction la volonté du gouvernement d'élargir le concept de patrimoine culturel pour inclure le patrimoine immatériel. La Déclaration québécoise du patrimoine vivant a été adoptée et soumise par la suite à l'attention de la ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine du Québec. Les concepts et les définitions contenus dans la Déclaration s'inspirent de la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel de l'UNESCO.

Réseau francophone en alphabétisation

La Commission a été invitée à prendre part au *Colloque sur l'alphabétisation en français à l'heure des réseaux et des communautés d'échanges*, organisé à Montréal par la Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français (FCAF) et le Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine (CDEACF) pour établir un réseau de chercheurs et de praticiens francophones, examiner les meilleurs modèles de réseaux de recherche et faire l'inventaire de la recherche en alphabétisation francophone. Parmi les conférenciers invités, mentionnons Paul Bélanger, de l'Université du Québec à Montréal, Suzanne Benoit, présidente de la FCAF, Rosalie Ndejuru, directrice générale du CDEACF, et Danielle Charron, coordonnatrice adjointe du Centre du savoir sur l'apprentissage chez les adultes. Michèle S. Jean y a représenté la Commission.

Session organisée dans le cadre du Symposium international Construction créative : espaces bâtis et créativité

Le Symposium international *Construction créative : espaces bâtis et créativité* a été organisé par le Centre d'expertise sur la Culture et les Collectivités et l'Université Simon Fraser. L'événement, qui s'est déroulé à Ottawa du 29 avril au 1^{er} mai, a réuni de nombreux participants pour échanger sur les dernières idées et pratiques sur l'élaboration d'espaces culturels et créatifs, les stratégies d'investissement et de planification dans le domaine culturel, de même que sur les méthodes de collaboration permettant d'améliorer la vitalité culturelle, les possibilités créatives et la compétitivité des villes et des collectivités.

La Commission a organisé une session sous le thème *Vivre ensemble dans des villes créatives* qui a mis l'accent sur la Coalition canadienne des municipalités contre le racisme et la discrimination. Y participaient Christina Cameron, titulaire de la Chaire de recherche du Canada en patrimoine bâti de l'Université de Montréal, qui présidait la session, Jim Gurnett, directeur général du Centre mennonite d'Edmonton pour les nouveaux arrivants, et Douglas Riske, directeur général du Conseil des arts du Manitoba, qui en étaient les conférenciers invités. Dans leurs présentations, chacun d'eux a parlé du rôle des espaces culturels créatifs dans la promotion de l'interaction et de la participation, et de la manière dont ces espaces peuvent encourager le dialogue interculturel.

La session était placée sous le signe du 10^e des engagements communs auxquels les municipalités qui souhaitent se joindre à la Coalition doivent souscrire : « *promouvoir le respect, la compréhension et l'importance de la diversité culturelle, et l'intégration des communautés autochtones et racialisées à la structure culturelle de la communauté.* »

Réunion Jeunesse - Assemblée générale annuelle, Saskatoon, Saskatchewan

Trente membres du Groupe consultatif jeunesse de la Commission se sont réunis avant la tenue de l'Assemblée générale annuelle pour une journée de travail dont les objectifs étaient de présenter l'UNESCO, la Commission et le Réseau jeunesse aux membres dont la plupart sont nouveaux, et de faciliter le partage de l'information grâce

à des présentations faites par plusieurs membres qui ont parlé de leurs organisations et de leurs activités.

Les participants ont ainsi pu en apprendre davantage notamment sur *TakingITGlobal*, *411 Initiative for Change*, Oxfam-Québec, la Coalition canadienne des jeunes pour le climat, *Five Minutes to Midnight*, la Fondation Québec-Labrador, *Africa SOMA*, *United Native Nations*, l'Entraide universitaire mondiale du Canada et *AIDS Committee of Toronto*. Ils ont également eu l'occasion de se familiariser avec des initiatives jeunesse, notamment la création de chapitres locaux de groupes consultatifs jeunesse, la mise sur pied au niveau collégial d'un comité d'action et de coopération dans les domaines de l'éducation et de l'environnement, le projet *Wars Toys to Peace Art*, le réseau des écoles communautaires de Vancouver et le rôle des coopératives communautaires, la Décennie de l'éducation en vue du développement durable, les programmes de formation des enseignants au Canada et le rôle des médias dans les questions environnementales.

Afin d'aider les participants à mieux comprendre la nature de leurs responsabilités au sein de la Commission, Danika B. Littlechild a été invitée à parler de son expérience. De plus, quatre jeunes qui ont pris part aux forums des jeunes de l'UNESCO qui se sont déroulés à Paris et à Mexico ont eu l'occasion d'expliquer leur rôle aux participants. Ces présentations ont permis aux participants de constater l'utilité de leurs interventions et de leurs contributions aux processus de consultation menés par la Commission.

Table ronde sur les compétences et l'apprentissage

Commanditée par l'Association des comptables généraux accrédités du Canada et organisée par le Forum des politiques publiques, la table ronde sur les compétences et l'apprentissage a été le point culminant d'une série de huit tables rondes régionales tenues à travers le Canada pour examiner le fonctionnement des programmes, des politiques et des initiatives existants, et pour cibler les compétences et les éléments d'apprentissage qui ont besoin d'une attention accrue. La rencontre a réuni des spécialistes des gouvernements fédéral et provinciaux, des représentants du secteur privé, d'organismes communautaires, de syndicats ainsi que des universitaires pour discuter de l'influence des politiques publiques sur les compétences et l'apprentissage, et pour formuler des recommandations nationales dans le domaine.

Le secrétaire général a prononcé le discours principal sur les enjeux internationaux en ce qui a trait aux compétences et à l'apprentissage. Dans son intervention, il a donné un aperçu des travaux menés par l'UNESCO dans le domaine de l'éducation et du développement des compétences dans les États défavorisés, des conséquences du VIH/sida et du rôle de l'éducation dans la prévention et dans l'atténuation des risques, de l'importance de la qualité de l'éducation, des inégalités qui existent dans l'accès à l'éducation et des disparités entre les sexes, ainsi que des efforts investis par l'Organisation dans le développement d'une stratégie en faveur de la formation technique et professionnelle.

6th Annual Global Health Research Conference

La Commission était l'un des partenaires de la *6th Annual Global Health Research Conference* qui s'est déroulée à Toronto sous le thème *Convergence des arts et de la science : les perspectives dans le domaine de la santé mondiale (Convergence of Arts and Science: Global Health Perspectives)*. L'événement, qui a bénéficié du patronage de l'UNESCO, a été organisé par le Centre de santé internationale de la Faculté de médecine, à l'Université de Toronto. L'objectif visé par la Conférence était d'adopter une approche multidisciplinaire pour examiner d'un côté les liens entre les arts, la culture et la science, et de l'autre les enjeux dans le domaine de la santé mondiale. James Orbinski, de l'Université de Toronto, en était le conférencier principal. M. Orbinski, qui a été chef de mission au Rwanda pour Médecins sans frontières pendant le génocide de 1994, a parlé de la façon dont l'écriture l'a aidé à surmonter les épreuves vécues.

Larry O'Farrell, titulaire de la Chaire UNESCO des arts et de l'apprentissage à la Faculté d'Éducation de l'Université Queen's, et Katherine Berg ont participé à une table ronde dont les débats ont porté sur la façon dont ceux qui sont à la tête d'organisations peuvent promouvoir et stimuler les solutions originales face aux défis que représente la santé mondiale. La conférence s'est également penchée sur le rôle de la technologie dans le transfert des connaissances créatives, dans l'imagination et la recherche, et dans la médecine et la créativité.

Symposium sur le patrimoine culturel et le tourisme

Organisé par le *Culture and Heritage Institute du Centennial College*, à Scarborough, le symposium a réuni des professionnels de la culture et du tourisme pour examiner les défis dans le domaine de la préservation du patrimoine et pour proposer des stratégies touristiques durables. Des présentations ont été faites sur différents modèles privés et publics, et des modèles privés-publics de gestion et de protection des sites culturels au Canada et dans le monde. D'autres sessions ont traité des initiatives menées sur le terrain et de la préservation du patrimoine nautique dans les forts, les ports et les canaux du Canada. Parmi les commanditaires du symposium, citons le gouvernement de l'Ontario, Tourisme Toronto, Parcs Canada, Via Rail et le Consulat général du Portugal. Katherine Berg a fait une présentation sur le rôle de l'UNESCO dans la protection et la promotion du patrimoine mondial

Colloque de la Fédération des commissions scolaires du Québec

La Fédération des commissions scolaires du Québec (FCSQ) regroupe 61 commissions scolaires et a pour mission de contribuer à promouvoir l'éducation ainsi que représenter et défendre les intérêts de ses membres, et ce, depuis 1947.

Le colloque organisé en juin par la FCSQ autour du thème *Un grand coup de cœur pour l'école publique* visait à favoriser des échanges sur la place importante qu'occupe la commission scolaire dans son milieu pour non seulement soutenir les établissements dans la réussite éducative des élèves, mais aussi améliorer la qualité de vie des gens et participer au développement socioéconomique du Québec.

Étant membre du Comité directeur du Réseau des écoles associées de l'UNESCO au Québec, la FCSQ a jugé bon d'inviter la Commission canadienne pour l'UNESCO à animer un atelier sur le sujet. Le coordonnateur national et la coordonnatrice provinciale, Véronique Brouillette, ont fait leurs présentations respectives devant une centaine de commissaires, d'éducateurs et de représentants d'organismes œuvrant dans le domaine de l'éducation. Deux élèves et leur enseignante de l'École secondaire La Poudrière, une école du réSEAU, ont également eu l'occasion de parler du projet de four solaire, une initiative lancée au Guatemala un peu plus tôt

dans l'année. Ce four peut faire chauffer de l'eau et de la nourriture de façon étonnamment efficace tout en permettant une économie de bois, un matériau habituellement utilisé pour cuisiner.

Assemblée générale annuelle de la Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants

La Commission a été invitée à participer à la 88^e Assemblée générale annuelle de la Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants qui s'est déroulée à Moncton, du 10 au 12 juillet. *L'éducation ... Une mer de connaissances à découvrir* en était le thème. L'AGA a été organisée en collaboration avec l'Association des enseignantes et des enseignants francophones du Nouveau Brunswick (AEFNB). La présidente du Syndicat des enseignants de la Nouvelle-Écosse, Mary-Lou Donnelly, a été élue présidente désignée.

La cyberintimidation dans les écoles figurait à l'ordre du jour comme le point principal. On a fait passer une résolution pour que soit adopté un principe directeur national sur la cyberconduite et la cyberintimidation. La FCE est le porte-parole de 220 000 enseignantes et enseignants et agit en tant que voix unifiée des organisations de l'enseignement au Canada. La chargée de programme, Éducation, y a représenté la Commission.

Institut Perimeter pour la physique théorique - Programmes étudiants et ateliers pour enseignants

Cet été, l'Institut Perimeter pour la physique théorique basé à Waterloo, en Ontario, a une fois de plus ouvert les portes de son École d'été internationale pour jeunes physiciens, et ce, sous le patronage de la Commission. L'Institut a été fondé en 1999 par Mike Lazaridis, l'inventeur du Blackberry et président directeur général de *Research In Motion* (RIM). L'Institut, depuis sa fondation, est devenu une organisation internationale où se rassemblent les scientifiques du monde entier et qui concentre ses activités sur la recherche fondamentale ouverte.

Avec ses deux camps d'été (du 22 juillet au 2 août et du 8 au 20 août), l'école d'été a accueilli 80 étudiants âgés de 16 et 17 ans venus du Canada et de partout à travers le monde, et passionnés par les mathématiques et la physique. De plus, les ateliers Einstein Plus (du 2 au 8 juillet et du 10 au 16 août) ont permis de renforcer l'intérêt,

la compréhension et l'enthousiasme des enseignants pour la physique moderne, tout en leur offrant des outils pédagogiques qu'ils seront en mesure d'utiliser dans les classes.

La Commission a activement promu ces activités enrichissantes dans ses réseaux internationaux, y compris les commissions nationales, les instituts de l'UNESCO et les bureaux régionaux ainsi que le Réseau des écoles associées. La participation internationale continue d'augmenter, permettant ainsi un accroissement du dialogue interculturel.

Dans le futur, l'Institut continuera à améliorer ses programmes et ses outils pour maximiser sa portée et son impact dans le monde. Le programme Einstein Plus, par exemple, se concentrera sur la formation des enseignants qui seront en mesure par la suite de partager les nombreux modules pédagogiques avec leurs collègues - et ainsi renforcer les avantages du programme, le but ultime étant d'inspirer les jeunes à travers le monde avec des connaissances de pointe dans la recherche, la découverte et l'innovation. L'expansion du programme d'action sociale de l'Institut en rapport avec les initiatives scientifiques internationales de l'UNESCO est l'un des objectifs visés.

Colloque de l'Organisation mondiale pour l'éducation préscolaire

L'Organisation mondiale pour l'éducation préscolaire (OMEP) est une organisation non gouvernementale internationale fondée en 1948. Elle est représentée dans plus de 70 pays et collabore régulièrement avec d'autres organismes dans la promotion du bien-être des enfants de 0 à 8 ans et du soutien aux familles, et dans la recherche sur l'éducation préscolaire. L'OMEP entretient avec l'UNESCO des relations étroites depuis sa création. L'Organisation célèbre cette année son 60^e anniversaire. Le Comité canadien de l'OMEP (OMEP-Canada) souligne quant à lui son 50^e anniversaire.

Pour souligner ces anniversaires, l'OMEP a organisé un séminaire mondial à Québec autour du thème *Nourrir la paix avec les enfants*, proposé dans le cadre du 60^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme. L'article 26 de la Déclaration énonce en effet l'éducation comme un droit fondamental favorisant la

compréhension et l'amitié entre toutes les nations ainsi que le développement d'activités pour le maintien de la paix. Le séminaire a rassemblé plus de 200 chercheurs, éducateurs et praticiens autour de tables rondes et d'ateliers sur la résilience, l'empathie, le monde ludique, la culture et l'art.

La présidente de la Commission canadienne pour l'UNESCO, Michèle S. Jean, y a pris part à titre de conférencière principale. Son allocution portait notamment sur l'importance de réaliser les six objectifs de l'Éducation pour tous ainsi que les Objectifs du Millénaire pour le développement. Dans le contexte de la 48^e Session de la Conférence internationale de l'éducation qui s'est tenue en novembre 2008 à Genève, Mme Jean a formulé le vœu que le séminaire soit une occasion de promouvoir les pratiques en matière de politiques et de programmes éducatifs inclusifs en faveur des enfants.

Kim Phuc, ambassadrice de bonne volonté pour une culture de la paix et porte-parole du Réseau canadien des écoles associées de l'UNESCO, était également présente au séminaire auquel elle a été conviée à titre d'invitée spéciale. Kim Phuc a fait une présentation sur son rôle en tant qu'ambassadrice de l'UNESCO et sur son expérience douloureuse pendant la guerre du Vietnam.

Festival du Canal Rideau

La Commission était l'un des partenaires principaux du premier Festival du Canal Rideau organisé pour souligner l'inscription du Canal, des Fortifications de Kingston jusqu'à Ottawa, à la Liste du Patrimoine mondial de l'UNESCO. Le Festival a été conçu comme un événement respectueux de l'environnement avec des activités pour tous les âges telles que la Flotille du Patrimoine mondial, la Foire environnementale, des conférences et des tours sur le Canal. La présidente de la Commission, Michèle S. Jean, s'est adressée au public à la cérémonie d'ouverture du 1^{er} juillet, demême que Larry O'Brien, le maire d'Ottawa, Alan Latourelle, président directeur général de Parcs Canada, le représentant d'Hydro Ottawa ainsi que d'autres dignitaires.

La Foire environnementale Écosphère, organisée dans l'objectif de créer un modèle « empreinte zéro » pour le Festival, a été visitée par l'honorable John Baird,

ministre de l'Environnement dont le portefeuille inclut Parcs Canada, et par l'honorable Stockwell Day, ministre de la Sécurité publique.

École internationale d'été de l'Institut du Nouveau Monde (INM)

La 5^e édition de l'École d'été de l'Institut du Nouveau Monde s'est tenue à Québec, du 12 au 16 août 2008, sous le patronage de la Commission canadienne pour l'UNESCO. Plus d'un millier de participants âgés entre 15 et 25 ans ont alors pris part à des conférences, ateliers et tables rondes sur l'engagement citoyen.

L'École se veut une occasion pour les jeunes de partager leurs idées, faire connaître leurs opinions et discuter avec des décideurs et des personnalités publiques engagées sur des thèmes allant de la démocratie aux droits humains en passant par les médias et le dialogue interculturel.

L'École a aussi présenté plus de dix Parcours citoyens lesquels encourageaient le dialogue entre les participants. Parmi les thèmes à l'honneur, notons les Objectifs du Millénaire pour le développement, les Premières Nations et les Inuits ainsi que la Francophonie. Inspirés, les jeunes ont proposé plus de cent idées de projets d'action.

Finalement, c'est dans le cadre de l'École qu'a aussi été proclamée la *Déclaration Jeunesse de Québec : Appel à l'engagement*, à l'occasion de la Journée internationale de la jeunesse, le 12 août. Initiée par l'INM en partenariat avec Oxfam-Québec, les Offices jeunesse internationaux du Québec (LOJIO) et le 4^e Congrès mondial des jeunes, la Déclaration invite les jeunes du monde entier à se rassembler autour des principes et des valeurs qu'ils désirent promouvoir à l'échelle mondiale. Signée par quelque 5 000 personnes, la Déclaration appelle aussi à l'engagement des citoyens de toutes les générations en demandant à chaque signataire de s'engager personnellement à faire une action concrète pour un monde meilleur.

Congrès de la Fédération internationale des associations et institutions de bibliothécaires (IFLA)

La Commission a participé au Congrès international de la Fédération internationale des associations et institutions de bibliothécaires (IFLA) en août à Québec.

Le Congrès a permis de se familiariser avec les différentes questions préoccupant le milieu des bibliothèques et plus particulièrement la numérisation qui est une question incontournable reliée à l'accès. Le Sous-Directeur général du Secteur de la communication et de l'information de l'UNESCO, Abdul-Waheed Khan, était l'un des conférenciers invités. Il a présenté les activités de l'UNESCO dans le domaine, soulignant l'étroit partenariat existant entre l'Organisation et IFLA. Il a aussi mentionné le rôle des commissions nationales et l'excellent travail accompli par la Commission canadienne.

Conférence de Jean-Yves Empereur

Jean-Yves Empereur, archéologue et égyptologue de réputation internationale, était à Ottawa une fois de plus pour présenter la conférence *Cléopâtre et Alexandrie : à la recherche de la cité perdue* à l'Auditorium de Bibliothèque et Archives Canada. Le secrétaire général a présenté M. Empereur et a mentionné que la Convention sur la protection du patrimoine culturel subaquatique adoptée par l'UNESCO en 2001 était sur le point d'entrer en vigueur. L'annonce a été également faite récemment que l'UNESCO avait mis sur pied un comité scientifique consultatif international dont le mandat est de poser les fondations d'un musée subaquatique dans la baie d'Alexandrie, en Égypte, où gisent des vestiges archéologiques, notamment du palais de Cléopâtre et du célèbre Phare d'Alexandrie.

La Commission était l'un des commanditaires de l'événement, aux côtés de l'Ambassade de France, l'Ambassade d'Égypte, l'Alliance française d'Ottawa, l'Institut canadien des études méditerranéennes et l'Institut archéologique américain.

Réunion préparatoire de la Délégation canadienne et des organisations non gouvernementales en vue de la CONFINTEA VI

La Commission, en collaboration avec le Conseil des ministres de l'Éducation (Canada), a organisé une réunion élargie de la Délégation canadienne qui a participé à la Réunion préparatoire de la Région Europe/Amérique du Nord en vue de la Sixième Conférence internationale sur l'éducation des adultes (CONFINTEA VI) qui a eu lieu à Budapest en Hongrie, du 3 au 5 décembre 2008.

La consultation s'est déroulée au CMEC à Toronto, les 30 et 31 octobre, et a réuni des représentants d'organisations non gouvernementales pancanadiennes qui ne font pas partie de la délégation officielle, ainsi que des membres de la Délégation. La rencontre a permis aux intervenants de dresser le bilan de l'éducation des adultes au Canada. Les informations recueillies ont par la suite permis d'élaborer les positions et les interventions du Canada présentées à la rencontre de Budapest.

Rassemblement *YouthScape*

Le rassemblement *YouthScape : la célébration du développement communautaire par les jeunes* a été organisé par le *International Institute for Child Rights and Development (IICRD)* et *Child and Youth Friendly Calgary (CYFC)* à Banff, en Alberta, du 14 au 17 janvier 2009. L'objectif visé était de souligner le rôle des jeunes dans l'édification de communautés plus solides à travers le Canada.

La première moitié de la rencontre a réuni des représentants engagés dans le projet *YouthScape* qui ont discuté de la possibilité de l'étendre aux villes de Halifax, Thunder Bay, Rivière-des-Prairies, Calgary et Victoria. Étaient également présents la sénatrice Landon Pearson, des représentants de la Commission canadienne pour l'UNESCO, de la Fondation McConnell, de Centraide de Calgary et de TakingITGlobal. Cette plate-forme intergénérationnelle a permis aux participants d'échanger leurs expériences, leurs meilleures pratiques et d'exposer les enjeux auxquels ils sont confrontés.

Au cours de la seconde moitié du rassemblement, divers représentants d'organisations menées par des jeunes et pour les jeunes se sont joints au groupe pour en apprendre davantage sur les initiatives *YouthScape*. Ils ont ainsi pu parler de leurs propres expériences sur l'engagement des jeunes, mais également de développement de projets destinés aux jeunes et de nouveaux partenariats. La Commission a animé une session sur l'utilisation des technologies de l'information et de la communication pour maximiser le réseautage. La session était organisée par TakingITGlobal et YouthCore.

YouthScape favorise l'engagement des jeunes, plus particulièrement ceux qui sont perçus comme exclus ou désengagés, dans des projets de développement et des partenariats visant l'édification de communautés plus

solides. Les résultats de la recherche menée au Canada et dans le monde par le projet *Grandir en ville* et le Secteur des sciences sociales et humaines de l'UNESCO servent de base au travail effectué par *YouthScape*.

Série de conférences thématiques de Eau-Afrique : Plate-forme Nord-Sud d'échanges et de collaboration dans le secteur de l'eau

Dans le cadre de ses activités annuelles 2008-2009, Eau-Afrique a organisé à partir du 5 novembre 2008, en collaboration avec la Commission canadienne pour l'UNESCO, une série de quatre conférences thématiques qui ont eu lieu dans différentes universités canadiennes : l'Université du Québec à Montréal (UQAM) le 5 novembre, l'Université d'Ottawa le 4 décembre, l'École Polytechnique de Montréal le 6 avril 2009 et l'INRS-Centre Eau-Terre et Environnement à Québec, le 7 avril 2009.

Deux principaux objectifs étaient visés dans le cadre de cette série de conférences thématiques : (1) sensibiliser les milieux universitaires, les centres de recherches, ainsi que d'autres institutions et organisations canadiennes œuvrant dans le secteur de l'eau, sur le bien-fondé de l'utilisation des approches scientifiques dans la recherche des solutions aux problèmes qui se posent dans le secteur de l'eau en Afrique et (2) préparer la tenue de la 2^e Conférence Internationale : *Collaborer en Afrique : les nouvelles approches dans le secteur de l'eau*, qui aura lieu à Libreville au Gabon en 2009. La Commission a assuré la participation de Gordon Young, ancien coordinateur du Rapport mondial sur les ressources en eau, à l'événement qui s'est déroulé à Ottawa le 4 décembre.

Ouverture du College of Sustainability, Université Dalhousie

Le 21 janvier, l'Université Dalhousie a ouvert officiellement les portes du *College of Sustainability* qui offrira un programme interdisciplinaire Environnement, viabilité et société dès septembre 2009. Unique en son genre au Canada, le programme fait appel à la méthode d'apprentissage par la résolution de problèmes en classe, à l'université et dans la communauté. Les étudiants sont en mesure de suivre des cours dans diverses disciplines en lien avec la viabilité et de travailler dans des organismes municipaux, provinciaux et fédéraux, dans le secteur privé et des organisations caritatives.

Le secrétaire général a participé à l'ouverture aux côtés du président de l'Université Dalhousie Tom Graves, le professeur Steven Mannell, directeur du Collège, l'architecte de Halifax John Grace, et Alison Kroper, étudiante de quatrième année en science environnementale. Plus de 350 personnes étaient présentes à l'événement.

Le *College of Sustainability* a déjà obtenu une reconnaissance internationale. L'un de ses projets figure parmi les 25 qui seront présentés dans le cadre d'une exposition à la Conférence mondiale de l'UNESCO sur l'éducation pour le développement durable qui se tiendra à Bonn, du 31 mars au 2 avril. L'ouverture du Collège coïncide également avec le début de la seconde moitié de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation en vue du développement durable (2005-2014).

Conseil national d'experts en éducation au développement durable (CNEEDD)

Quelque 30 membres du Conseil national d'experts en éducation au développement durable (CNEEDD) se sont réunis dans le cadre d'une réunion de planification à Toronto, les 30 et 31 janvier. La rencontre a porté sur l'analyse de la situation, le développement de stratégies pour aborder les enjeux principaux et l'élaboration de plans d'action avec des résultats à livrer d'ici l'année prochaine.

Les participants ont décidé de changer le nom du Conseil pour l'appeler désormais EDD Canada en espérant que l'acronyme sera plus attrayant. Les groupes provinciaux et les sous-comités (communication, recherche de financement, innovation et recherche) ont fait part des récents développements dans leur secteur et des objectifs visés pour l'année à venir. Les participants se sont entendus pour dire qu'il fallait consacrer davantage d'efforts dans l'engagement des gouvernements, des stratégies politiques, des groupes autochtones, des jeunes, des commissions scolaires et des responsables du développement de programmes scolaires.

Lancement canadien du Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour tous

En collaboration avec l'Alliance canadienne de la Campagne mondiale pour l'éducation, la Commission a organisé le lancement canadien du Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour tous, *Vaincre l'inégalité* :

l'importance de la gouvernance, au Musée des civilisations, à Gatineau. Le Rapport, publié annuellement par l'UNESCO, dresse le bilan des progrès accomplis dans la réalisation des six objectifs adoptés par 163 pays à Dakar en 2000.

Le directeur de l'Équipe du Rapport, Kevin Watkins, a présenté les grandes lignes du Rapport 2009 en soulignant qu'il s'agit ici d'un avertissement à l'intention des gouvernements, des donateurs et de la communauté internationale. Selon les tendances actuelles, l'éducation primaire universelle ne sera pas réalisée d'ici 2015 et, par conséquent, plusieurs des Objectifs du Millénaire pour le développement non plus. Le Rapport souligne que les handicaps liés à la richesse, au sexe, à la situation géographique et à l'appartenance ethnique constituent des obstacles au progrès dans le domaine de l'éducation.

L'intervention de M. Watkins a été suivie d'une discussion portant sur l'importance de la gouvernance. L'honorable Kelly Lamrock, ministre de l'Éducation du Nouveau-Brunswick et président du Conseil des ministres de l'Éducation (Canada), Nora Fyles, spécialiste principale en éducation à l'Agence canadienne de développement international, et Prachi Srivastava, professeure adjointe à l'École de développement international et mondialisation de l'Université d'Ottawa, et Kevin Watkins étaient les panélistes invités du lancement.

Des représentants des gouvernements fédéral et provinciaux, des ambassadeurs et des représentants du corps diplomatique, des représentants de délégations des Nations Unies et d'organisations non gouvernementales ont assisté au lancement.

West End Learning Unlimited

Le secrétaire général a été invité à faire la première d'une série de six présentations portant sur l'archéologie organisée par *West End Learning Unlimited*, un centre d'apprentissage pour adultes situé à Ottawa. Sa présentation *À qui appartient quoi : la réponse internationale au trafic illicite des biens culturels* met l'accent sur les divers instruments de l'UNESCO tels que les conventions et les déclarations permettant de lutter contre le pillage, le trafic illicite et la destruction des biens culturels en cas de conflit armé. Quelque 170 personnes ont assisté à la conférence qui a été suivie par une période de questions.

Rapports canadiens soumis à l'UNESCO

La Commission a une fois de plus collaboré étroitement avec le Conseil des ministres de l'Éducation (Canada) dans la préparation de deux rapports nationaux sur l'éducation : le Rapport national sur le développement et l'évolution de l'apprentissage des adultes en vue de la Conférence préparatoire régionale à la CONFINTEA VI en décembre 2008 et de la Conférence internationale qui doit se dérouler au Brésil en 2009, et le Rapport national sur le développement de l'éducation (y compris deux sous-rapports) pour la Conférence internationale de l'Éducation en novembre 2008. La contribution de la Commission a été de solliciter les avis des partenaires gouvernementaux et non gouvernementaux, de réviser le contenu des ébauches et de préparer les ébauches finales pour les besoins de la traduction.

États généraux sur l'avenir du patrimoine franco-ontarien, North Bay, Ontario

Appuyé par le gouvernement du Canada, par l'entremise du ministère du Patrimoine canadien, et le ministère de la culture de l'Ontario, sous l'entente Canada-Ontario, le projet des États généraux sur l'avenir du patrimoine franco-ontarien est le fruit du travail conjoint du Regroupement des organismes du patrimoine franco-ontarien (ROPFO), de la Société franco-ontarienne d'histoire et de généalogie (SFOHG) et du Centre franco-ontarien de folklore (CFOF).

La Commission canadienne pour l'UNESCO a contribué à la préparation du contenu des thématiques qui ont été discutées, et qui sont : la transmission du patrimoine franco-ontarien aux générations futures ; la préservation du patrimoine bâti religieux ; le défi d'établir un état des lieux et de faire la mise en commun des recherches, collectes et inventaires ; 400 ans de présence française en Ontario ; le patrimoine : outil de développement économique et touristique ; le patrimoine : un pont vers d'autres cultures et d'autres espaces. La participation de la Commission est une occasion unique non seulement pour informer les délégués sur les différentes conventions de l'UNESCO qui traitent du patrimoine tant matériel qu'immatériel, mais aussi et surtout de montrer le rôle majeur que joue le Canada dans la mise en œuvre des conventions qu'il a ratifiées.

60^e Anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme

La Déclaration universelle des droits de l'homme, adoptée le 10 décembre 1948, représente un idéal commun pour tous les peuples et toutes les nations. L'anniversaire de son adoption est célébrée le 10 décembre de chaque année, date proclamée par les Nations Unies comme étant la Journée des droits de l'homme. Cette année, le 60^e anniversaire de la Déclaration a été soulignée du 10 décembre 2007 au 10 décembre 2008. L'UNESCO a activement promu l'événement et a lancé un appel aux commissions nationales les invitant à entreprendre des activités tout au long de l'année afin de sensibiliser le grand public.

Ce qui suit illustre certaines activités menées par la Commission dans le contexte de cet anniversaire

j) 48^e Assemblée générale annuelle

Organisée à Saskatoon en mai, la 48^e Assemblée générale annuelle de la Commission canadienne pour l'UNESCO a été placée sous le thème *Droits et responsabilités : nouveaux défis pour l'apprentissage et l'action*. Environ 200 personnes de partout au pays ont participé aux présentations, aux ateliers et à l'excursion à la Réserve de la biosphère du lac Redberry.

La conférencière principale était Marilou McPhedran, commissaire en chef de la Commission des droits de la personne de la Saskatchewan, qui a fait une présentation portant sur *Soixante années pour la protection des droits - la Déclaration universelle des droits de l'homme et les traités qui en résultent*. Le panel de discussion était composé de James (Sakej) Youngblood Henderson, professeur et directeur de la recherche au Native Law Centre of Canada, qui a traité des perspectives autochtones sur les responsabilités de la Déclaration universelle des droits de l'homme, de Francine Pelletier, journaliste pigiste de Montréal, qui a parlé de la liberté de la presse et de la liberté d'expression, et de Raymond Thériage, directeur général du Conseil des ministres de l'Éducation (Canada), qui a abordé la question de l'évolution du droit à l'éducation depuis l'adoption de la Déclaration.

L'Assemblée générale comprenait également une session de présentation d'affiches portant sur les perspectives diverses sur les droits humains et une cérémonie de signature de la Déclaration d'adhésion à la Coalition canadienne des municipalités contre le racisme et la discrimination par Donald J. Atchison, maire de Saskatoon.

ii) 20 juin, Journée mondiale du réfugié

La Commission s'est jointe au Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) pour souligner la Journée mondiale du réfugié 2008 dans le cadre du 60^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme. L'événement s'est déroulé à l'Hôtel de Ville d'Ottawa. Une cérémonie de citoyenneté faisait partie de la programmation pour célébrer la Journée qui a débuté par une proclamation de la conseillère municipale Diane Holmes et par une cérémonie de lever du drapeau devant l'Hôtel de Ville. L'honorable Diane Finley, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, a présidé la cérémonie de citoyenneté, en faisant prêter serment aux nouveaux citoyens et en leur présentant un certificat de citoyenneté. Le secrétaire général et Hy Shelow, administrateur principal chargé de la protection au HCR, se sont adressés au public présent. Les cérémonies officielles ont été suivies par des témoignages d'anciens réfugiés et par des prestations artistiques.

La célébration de la Journée marque la première collaboration entre la Commission et le HCR.

iii) Exposition Les mille mots du photojournalisme

L'exposition *Les mille mots du photojournalisme* organisée par la Commission en collaboration avec l'Association canadienne des journaux s'est déplacée dans différentes villes : en juin à Oshawa, en août à Saskatoon, en septembre à Saint Jean, Nouveau-Brunswick, en octobre à Ottawa et à Windsor et en novembre à Lethbridge, Alberta, et en janvier à Québec.

L'exposition présente une cinquantaine de photos de plus de 17 quotidiens et agences à travers le pays. L'événement est organisé dans le cadre des célébrations du 60^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

iv) Trousse de formation pour les formateurs en droits humains

La Commission participe activement au développement d'une trousse de formation de formateurs en droits humains avec l'organisation Journalistes pour les droits humains (JDH). La trousse vise à former des étudiants en droit, développement international et journalisme à former d'autres étudiants à mieux comprendre et à promouvoir les droits humains en utilisant les instruments tels que la Déclaration universelle des droits de l'homme et les deux Pactes internationaux relatifs aux droits économiques, sociaux et culturels et aux droits civils et politiques. Les jeunes sont pour la plupart des membres des sections de JDH dans les différentes universités où l'organisme est implanté.

v) 4^e Séminaire nordique autochtone

Du 11 au 18 août, le secrétaire général a participé au 4^e Séminaire nordique autochtone à Rivière George, dans le nord du Québec, situé entre Shefferville et la Baie d'Ungava. Le Séminaire, présidé par Marie Léger, de Droits et Démocratie, et par Roméo Saganash, du Grand Conseil des Crees (Eeyou Istchee), avait pour *thème Perspectives autochtones de la Déclaration universelle des droits de l'homme*. La rencontre a été organisée en partenariat avec la Commission et s'est déroulée dans des installations traditionnelles sur les terres ancestrales de la Nation Innu du Québec et du Labrador.

Le Séminaire a réuni un nombre impressionnant de participants et de conférenciers, notamment des parlementaires de la Chambre des communes, de représentants d'Hydro-Québec, de Tourisme Québec, de la Société pour la nature et les parcs du Canada, de l'Initiative boréale canadienne, du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien, des militants environnementaux, des avocats, l'éditeur du magazine *Géo Plein Air* et des membres de la Nation Innu. Parmi les grands thèmes abordés, mentionnons les droits de la personne dans le contexte de la Déclaration universelle des droits de l'homme et de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (2007), les revendications territoriales et l'Entente de la Baie James, les droits sur les minéraux dans le Nord, le tourisme durable, la protection de la forêt boréale,

le développement hydroélectrique et le changement climatique. Le Séminaire a eu le privilège d'accueillir le Chef du Conseil de la Nation Innu Matimekush Lac-John, Réal McKenzie.

vi) Exposition UNESCO - Soixante ans d'éducation aux droits de l'homme

L'exposition Soixante ans d'éducation aux droits de l'homme a été présentée au Siège de l'UNESCO pour souligner le 60^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, le 10 décembre. L'UNESCO a invité ses États membres à prendre part à l'événement en lui faisant parvenir du matériel pédagogique sur le sujet qui sera intégré à l'exposition. La Commission a sollicité et reçu des documents de la part du ministère de l'Éducation de la Colombie-Britannique, de la Commission des droits de la personne et de la citoyenneté de l'Alberta et de la Centrale des syndicats du Québec, documents qui ont été envoyés à l'UNESCO.

vii) Concours d'affiche Apprentissage des adultes et droits de la personne

L'éducation des adultes et l'apprentissage tout au long de la vie ont toujours été au cœur des travaux de la Commission. Cette année, la Commission, en partenariat avec le Centre du savoir sur l'apprentissage chez les adultes basé à l'Université du Nouveau-Brunswick à Fredericton, le Secrétariat aux arts autochtones et le Bureau de l'équité du Conseil des Arts du Canada, a lancé un concours d'affiche sous le thème *Apprentissage des adultes et droits de la personne*.

Le Centre du savoir sur l'apprentissage chez les adultes concentre ses travaux aussi bien sur l'apprentissage formel qu'informel et sur le développement d'une culture pancanadienne en faveur de l'éducation des adultes pour favoriser une meilleure compréhension du rôle de l'apprentissage tout au long de la vie dans l'accroissement de la productivité économique, de l'équité sociale et de l'engagement communautaire, l'alphabétisation, l'apprentissage chez les personnes âgées et les arts et la culture. Dans le cadre du 60^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, le Centre a lancé un concours d'affiche bilingue portant sur l'apprentissage des adultes et les droits de la personne.

Des représentants du monde des arts, du développement international et de communautés d'apprentissage à l'âge adulte ont sélectionné trois maquettes parmi les portfolios soumis par 60 artistes à travers le pays. Les affiches offrent un lien visuel intéressant entre les droits de la personne et l'apprentissage. Les dessins gagnants ont été soumis par David Coates de Vancouver, Sergio Serrano d'Edmonton et par Andrew Lewis de Brentwood Bay, Colombie-Britannique.

viii) Événement commémoratif en partenariat avec le Conseil des Arts du Canada

Afin de souligner la fin des célébrations entourant le 60^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, la Commission, en partenariat avec le Bureau de l'équité et le Secrétariat des arts autochtones du Conseil des Arts du Canada, a organisé un déjeuner-rencontre à l'intention du personnel du Conseil. À titre de conférencier invité, le sénateur de la Nouvelle-Écosse, l'honorable Donald S. Oliver, a parlé de l'évolution des droits des minorités dans le droit international et le droit canadien.

Pour renforcer les liens entre les droits de la personne, la liberté d'expression et l'expression artistique, deux artistes, Taqralik Partridge et Alan Shain, ont exposé leurs points de vue sur l'interrelation entre ces droits et la pratique de leur art. Robert Sirman, le directeur du Conseil des Arts du Canada, a ouvert la rencontre en rappelant l'importance de la sensibilisation en ce qui a trait aux droits de la personne au sein des conseils des arts mais également au sein de la communauté artistique.

RÉSEAUX ET PROGRAMMES DE L'UNESCO AU CANADA

I. LE PROGRAMME UNITWIN/ CHAIRS UNESCO

Symposium canadien sur les arts et l'apprentissage

La Commission a travaillé en collaboration avec la Chaire UNESCO des arts et de l'apprentissage pour organiser un symposium sur le sujet à la Faculté de l'Éducation de l'Université Queen's, à Kingston. Le symposium, dont le thème est *Bâtir un réseau au sein des communautés canadiennes engagées dans les arts et l'apprentissage* et qui fait suite à celui qui s'est déroulé en 2008 à l'Université d'Ottawa, constitue le suivi au Canada de la Conférence mondiale sur l'éducation artistique de Lisbonne, qui a eu lieu en 2006. La rencontre a pour objectif de préparer le Canada en vue de sa participation à la prochaine conférence qui doit se tenir en 2010 à Séoul, en Corée du Sud. L'objectif du symposium est de construire l'avenir à partir des leçons apprises et de renforcer le réseau canadien des intervenants œuvrant dans le domaine de l'éducation artistique - éducateurs, artistes, étudiants, chercheurs, stratèges politiques et administrateurs - tout en faisant la promotion de la valeur des arts et de l'apprentissage et de ses bénéfices non seulement pour l'éducation, mais également pour la cohésion sociale et la compréhension mutuelle.

La Commission s'est particulièrement impliquée dans ce symposium : le secrétaire général a animé deux tables rondes sur les réseaux et la création de réseaux ; l'ancien président de la Commission, Max Wyman, membre du Comité directeur du symposium aux côtés de Katherine Berg, a fait une allocution d'ouverture. Le directeur du Conseil des Arts du Canada, Robert Sirman, s'est adressé aux invités à la soirée organisée en l'honneur de Walter Pitman.

II. COALITION CANADIENNE DES MUNICIPALITÉS CONTRE LE RACISME ET LA DISCRIMINATION

La Commission a activement poursuivi la promotion de la Coalition et a favorisé l'adhésion des villes. La Coalition compte actuellement 30 municipalités signataires à travers le Canada.

Dans le cadre de la 10^e Conférence nationale de Metropolis qui s'est déroulée à Halifax, du 3 au 6 avril, un atelier a été organisé pour souligner les quatre engagements communs du Plan d'action en 10 points qui concerne le rôle des municipalités comme gardiennes de l'intérêt public : 1) renforcer la vigilance contre le racisme et la discrimination d'ordre systémique et individuel ; 2) étendre la surveillance du racisme et de la discrimination au sein de la collectivité ; 3) informer et soutenir les victimes du racisme et de la discrimination ; et 4) encourager les services de police à montrer l'exemple par leurs efforts de lutte contre le racisme et la discrimination.

La session, présidée par Barbara Hall, commissaire en chef de la Commission ontarienne des droits de la personne, a permis d'examiner les partenariats nécessaires pour appuyer les services de police dans leur lutte contre le racisme et la discrimination. Il a également été question de la façon dont les commissions des droits de la personne, les administrations municipales, les commissions des services policiers et les organisations de la société civile peuvent travailler ensemble afin de poursuivre cet objectif. Des représentants des villes de Toronto, de Gatineau, d'Edmonton et de Montréal ont pris part à l'atelier. Des réunions de suivi ont été organisées avec le président de l'Association canadienne des commissions de police que l'on souhaite accueillir au sein de la Coalition à titre de partenaire.

La Commission canadienne pour l'UNESCO a également profité de la Conférence pour collaborer avec la Commission des droits de la personne de la Nouvelle-Écosse pour offrir une session d'information sur la Coalition. La Commission ontarienne des droits de la personne, la Commission des droits de la personne et de la citoyenneté de l'Alberta et la Fondation canadienne des relations raciales ont pris part à cette session.

Le travail se poursuit afin d'étendre le membership de la Coalition aux provinces sous-représentées. Des rencontres ont été organisées avec le soutien du Manitoba et des officiels de la Ville de Winnipeg. La Commission orientera progressivement le travail de la Coalition vers la réalisation de la 3^e grande orientation stratégique du Plan d'action du Conseil des Arts du Canada (Accroître le rôle de chef de file du Conseil dans la promotion de l'équité comme priorité critique dans la réalisation des aspirations artistiques du Canada), en encourageant les municipalités à intégrer les pratiques artistiques dans les plans d'action qu'elles sont appelées à développer - et à les rendre public - en tant que membres de la Coalition. Un premier pas a été franchi avec l'organisation par la Commission d'un atelier sous le thème *Vivre ensemble dans des villes créatrices* avec la participation de Jim Gurnett, directeur général du Centre mennonite d'Edmonton pour les nouveaux arrivants, et de Douglas Riske, directeur général du Conseil des arts du Manitoba.

La Commission a également organisé la 2^e Réunion des municipalités signataires de la Coalition dans le cadre du 11^e Congrès national de Metropolis Canada qui s'est déroulé à la mi-mars. Metropolis est un réseau international favorisant la recherche comparative et l'élaboration de politiques publiques sur la migration, la diversité et l'intégration des immigrants dans les villes au Canada et dans le monde entier

À ce jour, la Coalition a été en mesure de s'autogérer, mais comptant désormais 30 municipalités dans neuf provinces, elle a atteint un seuil critique dans son développement qui nécessite aujourd'hui une coordination de ses activités et un « foyer d'accueil ». Afin de faciliter la transition, la Commission travaille en collaboration avec un consultant dans l'élaboration d'un plan stratégique qui a été à l'ordre du jour de la rencontre de Calgary. Ainsi, les principes, la structure et la gouvernance ont fait l'objet de discussions. Dix-neuf municipalités étaient présentes, y compris quelques-unes qui ne sont pas encore membres, ainsi que la Fondation canadienne des relations raciales, l'Association nationale des centres d'amitié, les commissions provinciales des droits de la personne, des représentants des agences fédérales et provinciales et d'organisations non gouvernementales.

Après la rencontre, le secrétaire général s'est rendu à Prince Albert, en Saskatchewan, pour accueillir officiellement la municipalité au sein de la Coalition dans le cadre d'une cérémonie de signature du certificat d'adhésion. Parmi les personnalités présentes, mentionnons l'honorable Gordon Barnhart, lieutenant-gouverneur de la Saskatchewan, l'honorable Darryl Hickie, ministre des Services correctionnels, de la Sécurité publique et de la Police, le juge David Arnot, commissaire en chef de la Commission des droits de la personne de la Saskatchewan, Randy Hoback, député de Prince Albert à la Chambre des communes, le chef Lawrence Joseph, de la Federation of Saskatchewan Indian Nations, Don Deranger, chef adjoint du Grand Conseil de Prince Albert, Robert Doucette, de la Nations Métis de la Saskatchewan, et Jim Scarrow, maire de la Ville de Prince Albert.

III. LES JOURNÉES, LES SEMAINES, LES ANNÉES ET LES DÉCENNIES MONDIALES / INTERNATIONALES

Semaine internationale des apprenants adultes

En 1999, les États membres réunis à la Conférence générale ont adopté une résolution portant sur la création d'une Semaine internationale des apprenants adultes qui serait célébrée annuellement. La Semaine a été lancée en 2000. Elle est soulignée dans plus de 40 pays à travers des événements organisés en faveur de la promotion de l'apprentissage à l'âge adulte sous toutes ses formes (formel, informel et non formel). Depuis 2002, la Commission canadienne pour l'UNESCO, en collaboration avec le Conseil des ministres de l'Éducation (Canada) et Ressources humaines et Développement des compétences Canada, ainsi que plus de 40 organisations non gouvernementales à travers le pays, célèbre la Semaine internationale des apprenants adultes.

i) Réunion de consultation des partenaires

Une consultation a été organisée à Ottawa le 19 septembre afin d'offrir aux membres la possibilité d'échanger de l'information, de réseauter et de discuter des activités à mettre en place dans le cadre de la Semaine internationale des apprenants adultes 2009. Il a été entendu que les célébrations se dérouleraient une fois de plus au cours de la première semaine de mars 2009 et que le thème retenu serait en lien avec la tenue de la Sixième Conférence internationale sur l'éducation

des adultes (CONFINTEA VI), en mai. Il a également été question de produire un magazine qui ciblerait davantage une certaine clientèle et de mettre l'accent sur l'implication des médias dans les célébrations, plus particulièrement les médias nationaux et communautaires.

ii) Semaine internationale des apprenants adultes 2009

En 2009, la Semaine internationale des apprenants adultes a été célébrée au Canada du 2 au 8 mars. Les organisations ont été encouragées à souligner l'apprentissage à l'âge adulte tout au long de l'année et elles ont été nombreuses à le faire. Cette année, la Semaine a été placée sous le signe de la Sixième Conférence internationale sur l'éducation des adultes (CONFINTEA VI) qui se déroulera à Belém, au Brésil, du 19 au 22 mai 2009. La Conférence, qui se tient une fois tous les 10-12 ans, est organisée par l'UNESCO. Le thème de la CONFINTEA VI, Vivre et apprendre pour un futur viable : le pouvoir de l'éducation des adultes, portera sur le lien et la contribution de l'apprentissage à l'âge adulte et l'éducation au développement durable. La Conférence explorera également les politiques, les structures et les investissements en mesure de promouvoir l'apprentissage non formel et l'apprentissage tout au long de la vie.

La Commission, à la suite d'une consultation menée en juin auprès de ses partenaires, a produit une publication adoptant le format d'un magazine intitulée *Le pouvoir d'apprendre* distribué à 20 000 exemplaires à travers le pays. En plus de fournir de l'information sur la Semaine et sur la CONFINTEA VI, le magazine renferme des récits d'apprenants. La Commission a également consacré un site Web à la Semaine à partir duquel on peut télécharger le magazine, des affiches que les organisations peuvent utiliser pour promouvoir leurs propres événements et d'autres récits d'apprenants.

Décennie des Nations Unies pour l'éducation en vue du développement durable (2005 - 2014)

i) 4^e Congrès mondial des jeunes - Régénération 2008

Le 4^e Congrès mondial des jeunes, Régénération 2008, a eu lieu à Québec, du 10 au 20 août 2008, dans le cadre des célébrations du 400^e anniversaire de la fondation de Québec. Il a rassemblé 525 participants de 108 pays sous le thème *Le développement mené par les jeunes*.

Par le biais d'ateliers, de séances plénières, d'activités culturelles et de projets d'action dans 37 communautés du Québec, les jeunes participants ont pu développer, dans la perspective des Objectifs du Millénaire pour le développement, des compétences dans les domaines du développement durable, de l'environnement, de l'action humanitaire, de l'éducation et de la lutte contre la pauvreté.

Partenaire de l'événement, la Commission y a présenté deux ateliers. Le premier, donné par Yasmine Charara, membre du Groupe consultatif jeunesse de la Commission et présidente de la Commission jeunesse d'Oxfam-Québec, portait sur le rôle des jeunes en ce qui concerne le droit à une éducation de qualité. Dans le contexte de la Décennie internationale des Nations Unies en vue du développement durable (2005-2014), le second atelier, présenté par Simone Hanchet, également membre du Groupe consultatif jeunesse de la Commission et étudiante à la maîtrise en politique publique à l'Université Concordia, visait à exposer aux jeunes les différences entre les besoins relatifs à l'environnement selon les pays (eau potable, changements climatiques, etc.) et à examiner la façon dont les communautés peuvent combler ces besoins à travers des projets éducatifs à l'échelle locale.

La Marche mondiale des jeunes, un événement qui a rassemblé près de 1 000 personnes, a été organisée en marge du Congrès dans le cadre de la Journée internationale de la jeunesse, le 12 août.

Le Congrès était organisé par *Peace Child International*, Congrès mondial des jeunes 2008 et *TakingITGlobal*.

ii) Conférence sur l'éducation au développement durable - Décider de son avenir

Organisée à Winnipeg du 26 au 28 novembre, la conférence s'adresse aussi bien aux enseignants qui souhaitent intégrer à leurs cours les principes et les pratiques de développement durable qu'aux chefs d'entreprise, aux organisations non gouvernementales et aux membres des gouvernements désireux de promouvoir des pratiques et des activités de développement durable auprès de leurs employés et intervenants.

La Conférence incluait également la remise des *Prix d'excellence du Manitoba pour la durabilité 2008*. Ces prix, créés par la Table ronde manitobaine sur le développement durable, sont décernés à des individus, des projets et des concepts qui concrétisent les lignes directrices et les principes provinciaux en des réalisations durables.

L'événement a été organisé par le Groupe de travail sur l'éducation en vue du développement durable du Manitoba qui a réuni des intervenants dans le domaine de l'éducation formelle, non formelle et informelle pour discuter du développement et de la promotion de l'EDD au Manitoba. Le Groupe de travail a été mis sur pied en 2005 par L'éducation au service de la Terre et par le ministère de l'Éducation, de la Citoyenneté et de la Jeunesse du Manitoba et par Enseignement postsecondaire et alphabétisation Manitoba. L'Association des professeurs de sciences du Manitoba était l'un des principaux commanditaires de la Conférence. La Commission figurait également parmi les commanditaires. Plusieurs membres et partenaires de la Commission y ont été activement impliqués, y compris Heather Creech, membre du Comité exécutif, qui a fait une présentation sur les tendances actuelles de la recherche dans le domaine de l'éducation en vue du développement durable.

3 mai, Journée mondiale de la liberté de la presse

La Journée mondiale de la liberté de la presse a été célébrée le 2 mai au Centre national des Arts d'Ottawa en présence de plus de 180 personnes. Le prix canadien de la liberté de la presse a été remis cette année par le nouveau Comité canadien de la liberté de la presse mondiale à deux journalistes de La Presse : Gilles Toupin et Joël-Denis Bellavance. Les deux journalistes ont reçu leur prix pour avoir refusé de dévoiler leur source dans l'affaire d'un présumé terroriste lié à Al-Qaïda. Le Concours international de caricatures politiques a été remporté par un caricaturiste russe, Ivan Anchukov. Le conférencier invité était Patrick Brown, correspondant en Asie pour la CBC et la SRC.

La journée a été assombrie par le décès une journée plus tôt du président du comité organisateur de l'événement, Spencer Moore, qui a été le créateur des célébrations de la Journée mondiale de la liberté de la presse avec le Cercle national des journalistes du Canada.

IV. LES PRIX ET RÉCOMPENSES

Expo-sciences pancanadienne 2008

L'Expo-sciences pancanadienne 2008, organisée par la Fondation sciences jeunesse Canada, est la plus importante manifestation extracurriculaire jeunesse dans le domaine des sciences et de la technologie au pays. Chaque année, elle réunit les quelque 450 meilleurs jeunes scientifiques qui se sont distingués dans les 100 foires régionales organisées à travers le Canada.

La Commission parraine le Prix de la Commission canadienne pour l'UNESCO pour la science au service de la paix et du développement qui vient récompenser un projet exceptionnel portant sur les besoins humains fondamentaux, l'environnement et le développement durable, la paix et la résolution de conflits, l'enseignement des sciences, la science et les politiques, ou encore la science et l'éthique. Le Prix a été décerné cette année à Ghufuran Siddiqui, un étudiant en 10^e année de Sarnia, en Ontario, pour son projet Biofixation du CO₂ par la coccolithophoridae.

L'augmentation des émissions de dioxyde de carbone dans l'atmosphère est considérée comme l'une des causes principales du réchauffement planétaire. Selon les évaluations du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, on estime que 10 à 15 % des gaz émis par l'utilisation du charbon prennent la forme de dioxyde de carbone. Les microalgues peuvent contribuer à sa réduction en absorbant les gaz.

Comme récipiendaire du Prix de la Commission, M. Siddiqui participera à Expo sciences internationale, un événement organisé par le Mouvement international pour le loisir scientifique et technique (MILSET), qui se déroulera en Tunisie, en juillet 2009. MILSET est une association internationale d'organisations de jeunes scientifiques qui vise la promotion de l'engagement des jeunes dans le domaine des sciences à travers la tenue d'expositions de projets scientifiques. Expo-sciences internationale est organisée une fois tous les deux ans et réunit des jeunes de plus de 70 pays. Hamid Jorjani, président de la Commission sectorielle, Sciences naturelles, sociales et humaines, a représenté la Commission au jury et à la cérémonie de remise des prix.

L'ORÉAL-UNESCO Partenariat pour les femmes et la science

Pour la première fois, une scientifique canadienne figurait parmi les cinq lauréates internationales du Prix L'Oréal-UNESCO pour les femmes et la science (Amérique du Nord). Il s'agit de Eugenia Kumacheva, professeure au Département de Chimie de l'Université de Toronto, pour la conception et le développement de nouveaux matériaux valorisables dans de nombreuses applications, parmi lesquelles l'administration ciblée de médicaments dans le traitement du cancer et de matériaux permettant une haute densité de stockage de données optiques. La mission du programme souhaite changer le visage de la science et soutenir l'engagement des femmes dans ce domaine. L'annonce du palmarès 2009 a été faite à l'occasion de la Journée mondiale de la science, le 10 novembre. Michèle S. Jean, présidente de la Commission et ardente promotrice du programme au Canada, a participé à la cérémonie organisée le 5 mars au Siège de l'UNESCO. Chaque lauréate s'est vue remettre 100 000 dollars américains de récompense pour sa contribution à la science.

Une cérémonie pour honorer les lauréates des bourses canadiennes de mentorat ainsi que des bourses d'excellence L'Oréal Canada, avec l'appui de la Commission, s'est déroulée au Centre des sciences de Montréal le 16 octobre dans le cadre du gala annuel de l'Association francophone pour le savoir (ACFAS).

Les bourses d'excellence (20 000 \$ chacune), visant à soutenir des projets de recherche post-doctoraux d'exception, ont été remises à Julie Laferrière (oncologie moléculaire) de l'Université McGill et Heather MacDonald (santé des os et ostéoporose) de l'Université de Calgary. Les récipiendaires des bourses de mentorat sont April Khademi (biomédical) de l'Université de Toronto et Heather McFarlane (biologie cellulaire) de l'Université de la Colombie-Britannique.

Michèle S. Jean, présidente de la Commission et membre du jury, a présenté les bourses conjointement avec le président-directeur général de L'Oréal Canada, M. San Juan.

Bourses UNESCO-Vocations Patrimoine

L'annonce a été faite en octobre à l'effet que Jane Brewer de Rocky Harbour, à Terre-Neuve-et-Labrador, a reçu une bourse UNESCO-Vocations Patrimoine qui lui permettra d'étudier pendant deux ans à l'Université technique de Brandebourg. Mme Brewer est à l'emploi de Parcs Canada au Parc national du Canada Gros-Morne, un site inscrit au patrimoine mondial. La bourse lui offrira l'occasion de perfectionner sa connaissance de la Convention du patrimoine mondial naturel et culturel afin d'aider Parcs Canada à identifier des stratégies pour améliorer la sensibilisation sur les enjeux des sites du patrimoine mondial. Mme Brewer mettra l'accent sur les communautés concernées par le site du Parc national, y compris la population locale, l'industrie du tourisme et les jeunes. Ces bourses sont destinées à aider les responsables de sites à gérer les menaces auxquelles sont exposés les 878 sites figurant actuellement sur la Liste du patrimoine mondial, y compris les dégradations liées à l'environnement, au changement climatique, au développement et au tourisme de masse. Dans le cadre de leur formation, les boursiers travailleront à la fois dans les institutions universitaires auxquelles ils sont rattachés et sur le terrain. Les bourses sont attribuées à des professionnels spécialisés dans le patrimoine naturel ou culturel. Elles sont le fruit d'un partenariat entre le Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO et Vocations Patrimoine, financées par les multinationales AXA et MAZARS, The Headley Trust, et le ministère français de la Culture et de la Communication.

Les bourses ont été remises par Koïchiro Matsuura, le Directeur général de l'UNESCO, dans le cadre d'une cérémonie qui s'est déroulée au Siège, le 22 octobre.

V. LE PROGRAMME DE L'UNESCO SUR L'HOMME ET LA BIOSPHÈRE (MAB)

Assemblées générales annuelles de l'Association canadienne des réserves de la biosphère et de la Réserve de la biosphère de Clayoquot Sound, Colombie-Britannique

Les Réserves de la biosphère du Mont Arrowsmith et de Clayoquot Sound, toutes deux situées sur l'Île de Vancouver, ont accueilli l'Assemblée générale de l'Association canadienne des réserves de la biosphère,

du 5 au 11 juin. La réunion d'affaires a concentré ses travaux sur le plan stratégique de l'Association et sur le financement du fédéral, et a rejeté l'idée de développer un système fonctionnel d'information géographique pour les réserves de la biosphère au Canada. Les sessions publiques de la rencontre ont porté sur la mise à jour du Plan d'action de Madrid 2007, l'application des nouvelles directives quant à l'utilisation du logotype de l'UNESCO et les projets de collaboration nationaux tels que l'adaptation au changement climatique, la séquestration du carbone et l'écotourisme.

Meriem Bouamrane, du Secrétariat UNESCO-MAB, a participé aux réunions permettant ainsi le développement de liens plus étroits entre le réseau canadien et le réseau international. Pour la première fois, une rencontre réunissant les Premières Nations des réserves de la biosphère canadiennes s'est déroulée dans le cadre de l'Assemblée générale annuelle. Dominique Potvin a représenté la Commission aux réunions.

Examen périodique des réserves canadiennes de la biosphère

Le Cadre statutaire du réseau mondial des réserves de la biosphère requiert que chacune des réserves fasse l'objet d'un examen tous les dix ans. Les examens périodiques sont destinés à aider les réserves, les comités nationaux MAB et l'UNESCO en permettant de vérifier si la mise en pratique du concept initial demeure viable et tournée vers l'avenir, ou si elle devrait, au contraire, être modifiée à la lumière des réalisations des réserves, des nouveaux défis et des nouveaux débouchés. Les examens permettent également de mieux comprendre comment le concept est appliqué sur le terrain et d'établir une liste des activités menées par les réserves, leurs réalisations au cours des 10 dernières années, les problèmes rencontrés et les possibilités pour l'avenir.

L'examen périodique de la Réserve de la biosphère du Mont Saint-Hilaire, au Québec, a été entrepris par Maureen Reed, de l'Université de la Saskatchewan, et par Hélène Gignac, de la Réserve de la biosphère du Lac Saint-Pierre. Rebecca Pollock, candidate au doctorat en études canadiennes à l'Université Trent, et Valerie Pankratz, directrice générale de la Réserve de la biosphère du Mont Riding, ont procédé à l'examen de la Réserve de la biosphère de Waterton, en Alberta. En septembre 2008, la Commission a soumis les deux rapports à l'UNESCO.

VI. LE PATRIMOINE MONDIAL

Le Comité du Patrimoine mondial a approuvé la désignation des Falaises fossilifères de Joggins, en Nouvelle-Écosse, lors de sa rencontre à Québec, en juillet. Les falaises fossilifères de Joggins forment un site paléontologique de 689 hectares, situé le long de la côte de la Nouvelle-Écosse. Le site est décrit comme « les Galapagos du Carbonifère » pour sa richesse en fossiles de cette période géologique (354 à 290 millions d'années). Les falaises continuent de produire une quantité presque inépuisable de nouveaux et importants fossiles, dont une variété d'anciens reptiles et amphibiens, de même que les plus anciens escargots terrestres. Les plantes et animaux préservés documentent cette période dans l'histoire de la Terre, quand les animaux ont, pour la première fois, évolué de l'eau à la terre. Joggins fait l'objet d'une mention dans *De l'origine des espèces* (1859), l'ouvrage de Charles Darwin qui relève que les fossiles qu'on y trouve constituent des archives incomplètes malgré la richesse du site.

La Convention concernant la protection du patrimoine mondial naturel et culturel de l'UNESCO (1972) est l'instrument international pour identifier, protéger et préserver le patrimoine mondial. La Liste du patrimoine, établie par la Convention, reconnaît la « valeur universelle exceptionnelle » de certains sites naturels ou culturels et par conséquent la responsabilité de l'ensemble de la communauté internationale. Le Canada comprend désormais 15 sites inscrits au patrimoine mondial. Les Falaises fossilifères de Joggins est le second site en Nouvelle-Écosse, le Vieux Lunenburg étant le premier.

VII. LE RÉSEAU NATIONAL DES ÉCOLES ASSOCIÉES DE L'UNESCO (RÉSEAU)

Manitoba

Le coordonnateur national du Réseau des écoles associées de l'UNESCO a assisté à la réunion du Comité directeur du réSEAU au Manitoba qui s'est déroulée à Winnipeg, en octobre 2008. Parmi les grands points abordés, il a été question de la mise en ligne d'un site Web national. Les secrétariats du réSEAU au Manitoba, en Alberta, au Québec et au Nouveau-Brunswick travaillent actuellement à la structure du site. Le coordonnateur a également été invité à visiter l'École Munroe.

Nouveau-Brunswick

Une cérémonie de remise de plaque a été organisée par l'École Champlain, le 21 septembre, à Moncton. L'événement qui a réuni plus de 200 élèves et leurs parents a coïncidé avec les célébrations entourant la Journée internationale de la paix proclamée par l'Assemblée générale des Nations Unies en 2001. Étaient présents des représentants de la Ville de Moncton et du ministère de l'Éducation du Nouveau-Brunswick. Le coordonnateur national a livré un message de paix au nom de la Commission canadienne pour l'UNESCO.

Le coordonnateur national a également eu l'occasion de visiter l'École Blanche-Bourgeois, à Cocagne. Le 21 septembre, le ministre de l'Environnement du Nouveau-Brunswick, Roland Haché, remettait à cette école le Prix d'initiative environnementale.

Ontario

Une cérémonie de remise de plaques à la Bruce Peninsula District School et à la St. Edmunds Public School, deux écoles associées situées dans le Parc national du Canada de la Péninsule Bruce, a été organisée par Sean Liipere, de l'Association de la Réserve de la biosphère de la Péninsule Bruce. L'événement s'est déroulé en juin à Tobermory en présence du député à la Chambre des communes, Larry Miller. Plus de 300 élèves, parents et grands-parents ont participé aux célébrations. Le coordonnateur national s'est adressé aux jeunes réunis pour l'occasion.

En septembre, Larry Miller a procédé au lever du drapeau des Nations Unies afin de souligner l'appartenance de la Réserve de la biosphère de la Péninsule Bruce au Réseau mondial des réserves de la biosphère, et également des deux écoles au Réseau canadien des écoles associées de l'UNESCO.

Le coordonnateur national agit à titre de coordonnateur provincial en l'absence d'un coordonnateur désigné par le gouvernement de l'Ontario.

Québec

i) Cérémonie Collège Bourget, le 16 juin, Rigaud

Une cérémonie de remise de plaque a été organisée par les autorités du Collège Bourget, en présence de Meili Faille, députée à la Chambre des communes, et de plus de 300 élèves et parents. Le Collège, pour la fin de l'année scolaire, a tenu à illustrer les quatre piliers de l'éducation en présentant des kiosques d'information sur divers pays et enjeux, ainsi que sur l'actualité (guerres, crise alimentaire, le sport et l'éducation, etc.). Le coordonnateur national du réSEAU s'est adressé aux élèves et à leurs parents.

ii) Cinq nouvelles écoles

Le Secrétariat québécois du Réseau des écoles associées de l'UNESCO a annoncé la désignation de cinq nouvelles écoles au Québec. Le nombre d'écoles associées au Québec passerait de cinq à dix d'ici la fin de 2008.

Yukon

Le coordonnateur national du réSEAU s'est rendu à Whitehorse, au Yukon, en début septembre, à l'invitation de la Commission scolaire francophone du Yukon (CSFY) et des autorités de l'École Emilie-Tremblay. À la suite des rencontres avec les enseignants et les élèves de l'école, et avec les administrateurs de la Commission scolaire, une lettre a été adressée par le président de la CSFY, André Bourcier, à Patrick Rouble, ministre de l'Éducation du Yukon, afin de proposer l'intégration de l'école au sein du réSEAU et la nomination de Lorraine Taillefer, la directrice générale de la CSFY, à titre de coordonnatrice territoriale du réSEAU. Le ministère de l'Éducation du Yukon consulte actuellement le Conseil des ministres de l'Éducation (Canada). Une décision devrait être prise au début de 2009.

DEMAIN

La prochaine année promet d'être tout aussi active que celle qui s'achève. Parmi les principales activités inscrites à son programme, mentionnons notamment :

- la Conférence mondiale sur l'éducation pour le développement durable;
- la Sixième Conférence mondiale sur l'éducation des adultes (CONFINTEA VI);
- la Conférence mondiale sur l'enseignement supérieur;
- la 35^e Conférence générale de l'UNESCO;
- la planification stratégique pour la Coalition canadienne des municipalités contre le racisme et la discrimination;
- la coordination du Comité d'implantation des mesures écologiques du Conseil des Arts du Canada;
- la coordination des réponses aux questionnaires de l'UNESCO.

ANNEXE I

COMITÉ EXÉCUTIF

Présidente	Michèle S. Jean, Montréal (Québec) Chercheuse invitée, Centre de recherche en droit public Faculté de Droit, Université de Montréal
Vice-présidente	Martha B. Stone, Ottawa, Ontario Spécialiste des sciences de l'information et de la communication, partenaire principale, Moenston Associates
Secrétaire général	David A. Walden, Ottawa, Ontario

PRÉSIDENT(E)S DES COMMISSIONS SECTORIELLES

Éducation	Cecille DePass, Calgary, Alberta (2006 - septembre 2008) Professeur, Université de Calgary
Sciences naturelles, Sciences sociales et humaines	Hamid Jorjani, Ottawa, Ontario Directeur, Recherche internationale, univesité d'Ottawa
Culture, Communication et information	Danika Billie Littlechild, Victoria, Colombie-Britannique Barrister & Solicitor
Ancien président	Max Wyman, Lions Bay, Colombie-Britannique Maire de Lions Bay
Membres	David J. Angell, Ottawa, Ontario Directeur général, Direction générale des organisations internationales Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international Canada
	Marie Battiste, Saskatoon, Saskatchewan (2006 - mars 2009) Directrice académique et professeure Aboriginal Education Research Centre Université de Saskatchewan
	Paul F. Black, Halifax, Nouvelle-Écosse Consultant principal, MT&L Public Relations
	René Bouchard, Gatineau (Québec) Directeur général, Affaires internationales Ministère du Patrimoine canadien

Heather Creech, Winnipeg, Manitoba
Directrice du programme de la communication des connaissances
Institut international du développement durable

Susan M. Knight, Saint-Jean, Terre-Neuve
Membre du conseil d'administration
Conseil des Arts du Canada

Robert Sirman, Ottawa, Ontario
Directeur, Conseil des Arts du Canada

Raymond Théberge, Toronto, Ontario
Directeur général, Conseil des ministres de l'Éducation (Canada)

Éric Thérout, Québec (Québec)
Directeur général des Affaires multilatérales et des engagements
internationaux, Ministère des Relations internationales, Québec

ANNEXE II

SECRETARIAT

David A. Walden	Secrétaire général
Katherine Berg	Conseillère spéciale auprès du secrétaire général
Alysouk Lynhiavu	Chargé des Affaires publiques Coordonnateur du Secrétariat national du Réseau des écoles associées de l'UNESCO au Canada
Hélène Pollex	Coordonnatrice de l'Administration et adjointe du secrétaire général

CHARGÉ(E)S DE PROGRAMMES

Éducation	Shery Alexander Heinis (Janvier - Décembre 2008) Élisabeth Barot (Février 2009 -)
Sciences naturelles	Dominique Potvin
Sciences sociales et humaines	Élisabeth Barot (Janvier 2008 - Janvier 2009) Cynthia Lacasse (Février 2009 -)
Culture et Patrimoine mondial	Mathias Bizimana
Communication et information	Pauline Dugré
Jeunesse	Cynthia Lacasse (Avril 2008 - Février 2009)

ADJOINT(E)S ADMINISTRATIF(VE)S

Sciences naturelles, Sciences sociales et humaines	Francine Boland (Janvier - Août 2008) Tatiana Lermontov (Septembre 2008 -)
Éducation	Nicole Fieger (Janvier - Septembre 2008) Eliane Daoud (Octobre 2008 -)
Culture, Communication et information	Marie-Tonine Moreau
Finance et Administration	Alexis Philiptchenko

ÉTUDIANTES D'ÉTÉ

Eliane Daoud (Mai - Septembre 2008)
Olena Decock (Mai - Août 2008)

ANNEXE III

MEMBRES HONORAIRES

Anciens ambassadeurs du Canada auprès de l' UNESCO	Yvon Charbonneau, Montréal (Québec) Ian Christie Clark, Ottawa, Ontario Jacques Demers, Montréal (Québec) Louis Hamel, Gatineau (Québec)
Anciens présidents de la Commission	Michel Agnaïeff, Montréal (Québec) Guy Bourgeault, Duvernay (Québec) L.H. Cragg, Halifax, Nouvelle-Écosse Vianney Décarie, Montréal (Québec) Roseann Runte, Ottawa, Ontario
Anciens vice-présidents de la Commission	Marshall Wm. Conley, Halifax, Nouvelle-Écosse
Anciens secrétaires généraux	Francine Fournier, Montréal (Québec) Viviane Launay, Outremont (Québec) Louis Patenaude, Montréal (Québec) Shirley L. Thomson, Ottawa (Ontario)
Canadiens ayant fait une contribution significative au travail de l'UNESCO	Paul Gérin-Lajoie, Montréal (Québec) Albert Millaire, Montréal (Québec) Phan Thi Kim Phuc, Ajax, Ontario Senator Douglas Roche, Edmonton, Alberta Swee-Hin Toh, Adelaide, Australie Norma Walmsley, Wakefield (Québec)

Conformément à l'Article 3.2.3 des Statuts et Règlements de la Commission canadienne pour l'UNESCO, les membres honoraires sont des « personnes dont le Comité exécutif reconnaît la contribution exceptionnelle et l'attachement exemplaire aux idéaux et aux objectifs de l'UNESCO. » Les membres honoraires sont nommés à vie.

ANNEXE IV

CHAIRES UNESCO AU CANADA

Chaire UNESCO des Arts et de l'Apprentissage	Larry O'Farrell Queen's University, Kingston, Ontario
Réseau ORBICOM	Claude-Yves Charron Université du Québec à Montréal (Québec)
Chaire UNESCO-Bell en communication et développement international de l'UQAM	Magda Fusaro Département de management et technologie Université du Québec à Montréal (Québec) Jean-Paul Lafrance Département des communications Université du Québec à Montréal (Québec)
Chaire UNESCO sur le patrimoine culturel	Claude Dubé Institut d'études sur les patrimoines Université Laval (Québec)
Chaire UNESCO d'étude des fondements philosophiques de la justice et de la société démocratique	Josiane Boulad-Ayoub Département de philosophie Université du Québec à Montréal (Québec)
Chaire UNESCO en réorientation de la formation des enseignants vers le développement durable	Charles Hopkins Université York, Toronto, Ontario
Chaire UNESCO sur le développement durable	Philippe Le Prestre Institut Hydro-Québec en environnement, développement et société Université Laval (Québec)
Chaire UNESCO en paysage et environnement	Philippe Poullaouec-Gonidec Université de Montréal (Québec)
Chaire UNESCO en Environnement durable et en développement	Laurent Lepage Institut des sciences de l'environnement de l'UQAM (Québec)

ANNEXE V

RÉSERVES DE LA BIOSPHÈRE DE L'UNESCO AU CANADA

Nouveau-Brunswick	Fundy
Nouvelle-Écosse	Sud-Ouest de la Nouvelle-Écosse
Québec	Manicouagan-Uapishka Mont Saint-Hilaire Charlevoix Lac Saint-Pierre
Ontario	Long Point Escarpement du Niagara Arche-de-Frontenac Littoral de la Baie georgienne
Manitoba	Mont-Riding
Saskatchewan	Lac Redberry
Alberta	Waterton
Colombie-Britannique	Clayoquot Sound Mont-Arrowsmith

ANNEXE VI

SITES DU PATRIMOINE MONDIAL DE L'UNESCO AU CANADA

Terre-Neuve-et-Labrador	Lieu historique national de L'Anse aux Meadows Parc national Gros Morne
Nouvelle-Écosse	Vieux Lunenburg Falaises fossilifères de Joggins
Québec	Arrondissement historique de Québec Parc national Miguasha
Ontario	Canal Rideau
Alberta	Parc provincial Dinosaur Précipice à bisons Head-Smashed-In Parc national Wood Buffalo (Alberta/Territoires du Nord-Ouest) Parc national de la paix Waterton (Canada/États-Unis d'Amérique) Parcs des montagnes rocheuses canadiennes
Colombie-Britannique	Réserve du parc national Kluane (Yukon/Alaska)/Wrangell-St Elias (Alaska)/Glacier Bay(Alaska)/Tatshenshini-Alsek (Colombie-Britannique) SĠang Gwaay (Anthony Island)
Territoires du Nord-Ouest	Parc national Nahanni Parc national Wood (Territoires du Nord-Ouest/Alberta)
Yukon	Kluane/Wrangell-St. Elias/Glacier Bay/Tatshenshini-Alsek (Kluane : Yukon/Alaska (E.-U.) Glacier Bay : Alaska (E.-U.) Tatshenshini : (Colombie-Britannique)